

LES INNOVATIONS DU DÉCRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935 EN MATIÈRE DE CHÈQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 3 Juin 1937, à 14 heures

PAR

François de BEAUMARCHAIS

MEMBRES DU JURY :

Président : M. RIPERT, Professeur.

Suffragants { M. Maurice PICARD, Professeur.
M. AMIAUD, Professeur.

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (5^e)

1937

LES INNOVATIONS
DU DÉCRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935
EN MATIÈRE DE CHÈQUE

LES INNOVATIONS

DU DÉCRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935

EN MATIÈRE DE CHÈQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 3 Juin 1937, à 14 heures

PAR

François de BEAUMARCHAIS

MEMBRES DU JURY :

Président : M. RIPERT, Professeur.

Suffragants { M. Maurice PICARD, Professeur.
M. AMIAUD, Professeur.

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (5^e)

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LES INNOVATIONS DU DÉCRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935
EN MATIÈRE DE CHÈQUE

INTRODUCTION

Au premier abord, il est intéressant de noter l'ampleur de ce décret-loi par rapport à la loi qu'il remplace. Cette loi du 14 juin 1865, avec toutes les retouches qui y avaient été apportées depuis, comptait 15 articles ; le décret-loi en compte 67, dont beaucoup fort longs. Comment s'explique cette différence ? Telle est la première question qui se pose.

Le Gouvernement lui-même y a répondu : la raison de cette différence est que le législateur de 1865 n'avait pas résolu un grand nombre de questions relatives aux chèques, les dispositions du Code de Commerce sur la lettre de change devant s'appliquer en matière de chèques sur les points ne faisant pas l'objet d'une réglementation particulière. Dans l'article 4, par exemple, de la loi de 1865, il est spécifié que les dispositions du Code de Commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'exercice de l'action en garantie, en matière de lettre de change, sont applicables aux chèques.

Au contraire, le décret-loi résout l'ensemble des problèmes qui concernent les chèques, reproduisant au besoin les dispositions applicables à la lettre de change et assurant ainsi à la législation du chèque une autonomie absolue.

Cette méthode paraît préférable : le statut du chèque se

trouve ainsi dans un seul texte qui se suffit à lui-même ; il n'y a plus à chercher au delà, ni à procéder par voie d'analogie ou d'*a fortiori*, ce qui est toujours assez délicat.

Mais nous croyons qu'il y a autre chose ici qu'un changement de méthode.

En 1865, le législateur français s'était beaucoup inspiré du système anglais. Or, ce système voit dans le chèque une variété de la lettre de change : une lettre de change payable à vue et sur un banquier. Il est vrai que le législateur français n'avait pas intégralement adopté cette conception, puisqu'il avait admis que le chèque pût être tiré sur n'importe qui ; mais il en était cependant resté des traces, et notamment ces références à la lettre de change, dans le cas de silence de la loi.

Mais cette assimilation de fond entre la lettre de change et le chèque, qui est la base même du droit anglais en la matière, a été de plus en plus rejetée par la France. D'abord, pour des raisons fiscales : on a élevé barrières sur barrières pour que le chèque ne se substitue pas, dans la pratique, à la lettre de change, ce qui eût amené une perte de recettes pour l'Etat, car le timbre des lettres de change est plus élevé que celui du chèque : il est proportionnel alors que l'autre est fixe. Disons, en passant, que ces barrières de papier ont souvent été sautées, le chèque étant moins onéreux et plus sûr que la lettre de change, car le défaut de provision y est plus sévèrement réprimé : de sorte qu'il représente un meilleur titre de crédit et que les usuriers le préfèrent. En outre, la doctrine relevait une différence de nature juridique entre la lettre de change et le chèque : la première étant un titre de crédit et le second un procédé de paiement. Dans les conférences internationales tenues en vue de l'unification du droit en matière de lettre de change,

de billet à ordre et de chèque, on a toujours traité à part ces deux sortes de titres : si bien que, dans les pays du Continent, chacun a désormais son statut autonome. L'Angleterre et les Etats-Unis restent fidèles à leur conception et continuent de voir dans le chèque une modalité de la lettre de change et ainsi se creuse de plus en plus l'abîme entre ces pays et le Continent, ce qui est fâcheux à tous égards, l'Angleterre et les Etats-Unis étant les Etats d'élection du chèque.

Rationnellement, il nous semble que le chèque doit être différencié de la lettre de change et rapproché du billet de banque. Qu'est-ce au fond qu'un billet de banque, sinon un chèque d'une banque sur elle-même auquel l'Etat accorde soit le cours légal soit le cours forcé ? Chèques et billets sont des moyens de paiement alors que la lettre de change est plutôt un moyen de crédit. Chèques et billets ont une clientèle qui se compose de tout le monde, alors que la lettre de change n'est guère employée qu'entre commerçants. Mais ce sont là des questions d'un intérêt surtout théorique et qui par suite ne peuvent pas beaucoup frapper le public ; l'essentiel est pour lui que le chèque soit pratique : le chèque anglais l'est au plus haut degré.

Le décret-loi du 30 octobre 1935 est donc bien plus développé que la loi du 14 juin 1865. En outre, il se présente sous une forme beaucoup plus systématique. Dans sa consistance primitive, la loi de 1865 n'était déjà qu'un compromis, compromis entre une tendance et une crainte : tendance à imiter la législation anglaise du chèque et crainte de voir le chèque se substituer à la lettre de change, ce qui eût entraîné des diminutions de recettes.

Dans l'exposé des motifs de M. de Lavenay, conseiller d'Etat, rapporteur, voici, en effet, ce qu'on lit : « L'enquête

et l'étude approfondie à laquelle se sont livrés la Commission spéciale, le Gouvernement et le Conseil d'Etat, ont fait ressortir de la façon la plus nette et la plus évidente les deux points qui, dès le principe, avaient préoccupé le Corps législatif et le Gouvernement : d'une part, intérêt de donner à l'émission ou à la transmission des chèques toutes les facilités et toutes les sûretés possibles ; d'autre part, nécessité de donner à la perception de l'impôt sur les papiers, autres que le chèque, de sérieuses garanties » (*Moniteur*, 24 février 1865, p. 190).

En vue du premier but, on remplace notamment le chèque-récépissé qui existait en France par le chèque-mandat qui fonctionnait en Angleterre et qui paraît plus commode. « La forme du chèque la plus naturelle, la plus conforme à l'essence et à l'objet du contrat, la plus sûre pour les parties et la plus commode dans la pratique, c'est assurément celle qui a été adoptée en Angleterre, c'est celle d'un mandat souscrit par le déposant, soit à une personne dénommée, soit au porteur. Cette forme n'a pas été adoptée en France. On donne généralement au chèque la forme d'un simple reçu de la somme qui en fait l'objet : le tiers porteur n'est ni dénommé, ni mentionné (*Moniteur*, 7 avril 1864, p. 452).

En vue du second, on décide, spécialement, que le chèque ne pourra être émis qu'avec provision préalable. Il faut entendre par ces mots que la provision doit exister non seulement au moment où le chèque sera présenté, mais au moment même où il aura été souscrit. Cette condition n'a rien d'exorbitant : le chèque ne doit être qu'un moyen de paiement ; s'il devenait un instrument de crédit, il perdrait son caractère : il usurperait une immunité fiscale, à laquelle il n'aurait plus droit et tromperait la confiance

des tiers qui doivent y voir l'équivalent d'une monnaie réelle (*Moniteur, ibidem*).

Par la suite, de très nombreuses retouches ont été apportées à la législation du chèque, mais toujours sans esprit de système et de façon fragmentaire. Quand des lacunes se révèlent ou que des abus se produisent, les Chambres interviennent, mais uniquement pour y mettre fin, par des modifications appropriées ; elles ne tentent pas de remettre sur le métier toute la législation du chèque.

En 1865, on n'avait légiféré que sur le chèque ouvert ; longtemps après, l'on se rend compte que l'Angleterre possède un autre chèque, le chèque barré, qui est doublement intéressant sous le rapport de la sécurité et de la facilitation des virements et des compensations : de là naît la loi du 30 décembre 1911 qui se borne à donner droit de cité chez nous au barrement anglais.

Un peu plus tard, on s'aperçoit des avantages que pourrait présenter la domiciliation des chèques : mais des difficultés surviennent de la part de l'Administration du timbre. Le législateur les lève et l'on a la loi du 26 janvier 1917 : « Lors de la présentation d'un chèque à l'encaissement, l'addition sur le chèque de la domiciliation pour paiement, soit à la Banque de France, soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France, ne donnera ouverture à aucun droit de timbre ».

Ce mode opportuniste de légiférer est particulièrement sensible dans l'évolution qui s'est produite en matière de répression des chèques sans provision. Voici les dispositions de la loi de 1865 sur ce sujet : « L'émission d'un chèque sans provision préalable est passible de l'amende de 6 %, sans préjudice de l'application des lois pénales, s'il y a lieu ». Cette rédaction, comme l'écrit M. H. de Bonneville de

Marsangy, fut le résultat d'un compromis. Le projet primitif du Gouvernement proposait d'appliquer l'article 405 du Code Pénal. La Commission s'y opposa dans la crainte de détourner de l'emploi du chèque, par une répression trop sévère. L'Assemblée admit un moyen terme et décida que l'émission d'un chèque sans provision resterait soumise au droit commun. En fait, les tribunaux se trouvèrent la plupart du temps désarmés, l'application de l'article 405 étant subordonnée à l'emploi de manœuvres frauduleuses, d'où la loi du 2 août 1917 qui comporte également deux sortes de sanctions : sanctions fiscales et sanctions pénales. Les premières sont les mêmes qu'en 1865, sauf que, si la provision est inférieure au montant du chèque, l'amende ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque. Les secondes sont différentes ; voici le nouveau texte : « Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur ».

A l'épreuve, la loi du 2 août 1917 se révéla encore insuffisante. S'ingéniant à passer à travers ses mailles, certains tireurs « bloquèrent » les chèques qu'ils avaient émis, tout en laissant provision à la banque. D'où la loi du 12 août 1926 qui apporte une double modification à l'état de choses antérieur : son texte est plus compréhensif que les précédents et la répression consiste désormais dans l'application de l'article 405 du Code Pénal, qu'il y ait manœuvres ou non. « Celui qui, de mauvaise foi, a, soit émis un chèque sans provision préalable et disponible ou avec une provision inférieure au montant du chèque, soit retiré,

après l'émission, tout ou partie de la provision, soit fait défense au tiré de payer, est passible des peines de l'escroquerie prononcées par l'article 405 du Code Pénal. Dans ce cas, l'amende ne peut excéder le double, ni être inférieure à la moitié du montant du chèque. »

On saisit ici sur le vif le mode de légiférer des Chambres en matière de chèque depuis 1865 jusqu'au décret-loi. On se borne à boucher les fissures que révèle la pratique : de sorte que la loi paraît faite de pièces et de morceaux. Mais, dans une matière comme le chèque, où il s'agit avant tout d'être pratique, cette méthode a des avantages : les solutions qui interviennent sont adéquates aux abus ; il y a un inconvénient, c'est que c'est toujours à recommencer. « Vingt fois sur le métier... » C'est un peu comme la lutte du canon et de la cuirasse. D'où les multiples retouches qui, depuis 1865, ont été apportées à la législation du chèque.

Le décret-loi du 30 octobre 1935 rompt avec cette méthode ; il traite du chèque quasi *ex professo* et le régit rationnellement de sa naissance à sa mort. Il comporte onze chapitres qui se suivent dans un ordre logique :

Chapitre premier : De la création et de la forme du chèque. — Chapitre II : De la transmission. — Chapitre III : De l'aval. — Chapitre IV : De la présentation et du paiement. — Chapitre V : Du chèque barré. — Chapitre VI : Du recours faute de paiement. — Chapitre VII : De la pluralité d'exemplaires. — Chapitre VIII : Des altérations. — Chapitre IX : De la prescription. — Chapitre X : Des protêts. — Chapitre XI : Dispositions générales et pénales.

C'est à ce décret-loi que sera consacrée l'étude qui va suivre ; après avoir essayé dans cette introduction de mettre en lumière ses caractères extérieurs, étendue et systématisation, nous rechercherons quelles sont ses origines ; puis

nous indiquerons les innovations qu'il a apportées à la législation antérieure en insistant sur les principales ; enfin, nous l'apprécierons brièvement d'un double point de vue : quelle est sa valeur en tant que législation du chèque ? et dans quelle mesure est réalisée l'unification du droit si souhaitable en cette matière ?

CHAPITRE PREMIER

LA GENÈSE DU DÉCRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935

Cette genèse se révèle dans son titre même : « Décret unifiant le droit en matière de chèques ». C'est dire que le décret-loi est l'aboutissement de toutes les tentatives qui, depuis une cinquantaine d'années, se sont faites en vue de l'unification du droit en matière de lettres de change, billets à ordre et chèques.

On conçoit aisément que la diversité des législations en matière de chèque puisse amener des difficultés, car le chèque ne connaît pas de frontières : il circule de pays à pays aussi bien qu'à l'intérieur d'un pays donné. Deux moyens se présentaient pour lever ces difficultés : l'un radical qui consistait à faire une loi uniforme ; l'autre, moins efficace, qui consistait à organiser un bon système de conflits de lois.

Dans l'ensemble, la solution la plus ambitieuse a d'abord eu la préférence des juristes et des économistes. Mais comment arriver à une loi uniforme ? Il y avait, à la vérité, un procédé assez simple et qui n'eût pas été sans avantages : c'était que tous les pays adoptassent le système anglais. Le chèque a fait ses preuves dans ce pays et dans tous ceux qui en dépendent, ainsi qu'aux Etats-Unis. Tel qu'il est, il a donné pleine satisfaction aux « usagers ».

Pourquoi, dès lors, ne pas l'étendre aux autres pays ? Cette solution eût peut-être été la meilleure ; mais elle n'a pas réussi à s'imposer pour diverses raisons : nationalisme excessif des gouvernements, diversité des mentalités selon les contrées. Dès lors l'unification était sérieusement compromise ; il était, en effet, évident que ni l'Angleterre ni l'Amérique ne consentiraient à modifier leur législation puisqu'elle était appréciée de tous ceux qui y étaient soumis.

On se rabattit alors sur une solution moins ample, plus localisée. L'unification du droit du chèque ne pourrait-elle du moins se réaliser entre les pays du Continent ? Ce serait déjà un grand progrès : au lieu d'une variété quasi infinie de systèmes, l'on n'en aurait plus que deux : le système anglo-américain et le système continental.

Dans cette voie, des progrès appréciables purent être faits peu à peu et finalement l'on aboutit à Genève en 1931 à un projet de loi uniforme qui fut signé par vingt-cinq Etats et soumis à leur ratification.

Voici quelques étapes significatives de l'évolution dont on vient d'indiquer les lignes générales.

A Norwich, en 1873, lors d'une session de la « National Association for the promotion of social science », l'un des délégués, H. D. Jenken, disait que le seul moyen d'arriver à l'unification du droit du chèque était que l'Angleterre rendit sa législation si voisine de la perfection que les autres pays se sentissent obligés de la lui emprunter tout entière. Ce n'était là qu'une formule de courtoisie et d'humour : les Anglais croyaient déjà que leur législation était parfaite.

A Bruxelles, en 1888, un spécialiste estimé, M. Barclay, nous dit : « Il me semble que tous les pays auraient intérêt à adopter, en matière de chèque, le système de la loi anglaise à cause des avantages qui sont inhérents à ce

système. Le chèque est surtout une institution anglaise et c'est dans la législation britannique qu'il faut puiser le règlement de cette institution qui n'a pas encore été comprise sur le continent bien qu'on y voie parfaitement son utilité ». C'est net, et croyons-nous, exact. En 1914, à la session de Paris du VI^e Congrès de la Chambre de Commerce, M. Begg, président de la Chambre de Commerce de Londres, nous en dira le pourquoi : « En Angleterre, ce n'est pas la loi qui a organisé le chèque et son emploi, car nos lois se sont bornées à consacrer ce que nos coutumes avaient établi ; chez nous, comme aux Etats-Unis, les plus petites sommes se payent par chèques ; dans la vie pratique, le numéraire ne sert pas aux paiements ».

Prétextant les différences de mentalité et aussi certaines particularités et imperfections de la législation anglaise, les autres Etats n'ont pas accepté de la lui emprunter en bloc. Ils espéraient élaborer un projet de loi uniforme si parfait que l'Angleterre et les Etats-Unis s'y rallieraient. C'était, semble-t-il, l'état d'esprit au moment de la réunion des Conférences de La Haye de 1910-1912, mais il fallut vite déchanter. « Les résultats, écrit M. Hjalmar Egnell, furent décevants : on n'aboutit qu'à une uniformité de façade ; presque tous les articles adoptés furent assortis de réserves, de sorte que si l'on va au fond des choses, l'on s'aperçoit que chaque Etat restait, en somme, sur ses positions. Bien peu de sacrifices réels furent faits à la cause de l'unification. Bien plus, l'Angleterre et les Etats-Unis déclaraient nettement qu'il n'y avait pas d'espoir que leurs pays se rallient aux textes votés. On était venu à La Haye avec l'intention de fusionner les diverses législations dans une loi uniforme et, après des discussions approfondies, l'on arrivait péniblement à élaborer un projet qui n'était admis par les divers

Etats qu'avec des réserves qui lui ôtaient presque toute portée et en dehors duquel demeuraient les deux Etats du monde où le chèque est roi. C'est dire que, dans la réalité, la Conférence avait abouti à un échec (*Le chèque et la loi du lieu de paiement*, Paris 1935, p. 54).

En 1924, fut lancée l'idée de superposer aux chèques à circulation interne dont chaque pays réglerait le statut, des chèques à circulation internationale qui seraient dotés d'une réglementation uniforme. Mais elle fut vite enterrée, car elle était chimérique. « En Angleterre, disait Sir Felix Schuster, l'idée d'un chèque soi-disant international est une réalisation impossible. En Angleterre, il nous faut avoir une seule et unique loi régissant les chèques et il ne peut être tenu compte du lieu d'émission. Il nous paraît donc impossible d'établir un règlement qui s'appliquerait à un chèque dit international » (Congrès de Bruxelles, brochure N° 43, p. 9). Un chèque international, c'était un chèque tiré dans un pays et payable dans un autre, tandis qu'un chèque interne, c'était un chèque tiré dans un pays et payable dans ce pays. Mais alors il était au pouvoir de tout tireur de se placer sous la législation qu'il préférait : il n'avait qu'à placer le lieu d'émission où il voulait. Qui l'empêchait d'écrire Londres sur la formule alors même qu'il était à Paris ?

On était dans une impasse. Les Anglais suggérèrent alors que le Continent commençât par s'entendre. On aurait seulement deux systèmes de chèque et peut-être, dans un avenir lointain sans doute, finiraient-ils par fusionner. On entra dans cette voie et, après bien des vicissitudes, la Conférence Internationale de Genève de 1931 réussit à élaborer un projet de loi uniforme sur le chèque. Il fut signé par les délégués de vingt-cinq Etats, dont la France.

Il restait à le faire ratifier par le Parlement, les ratifications devant intervenir, d'après les engagements pris, avant le 1^{er} septembre 1933.

Notons en passant que du fait que l'Angleterre et les Etats-Unis restaient en dehors de la loi uniforme et du fait aussi que cette loi n'était acceptée par les divers pays du Continent que sous bien des réserves, la question des conflits de lois prenait une importance extrême. Et c'est pourquoi, à Genève, on signa aussi une convention sur ces conflits.

Le Gouvernement français ne mit aucune hâte à demander au Parlement de ratifier. En effet, c'est seulement le 4 mai 1933 qu'il saisit le Sénat de la question.

L'exposé des motifs rappelle d'abord dans quelles conditions la Conférence Internationale de Genève a abouti, le 19 mars 1931, à trois conventions :

1° Une convention portant loi uniforme sur les chèques. Cette convention comporte deux annexes : *annexe* 1, texte de la loi uniforme ; *annexe* 2, réserves relatives aux modifications et additions que les Etats contractants auront la faculté d'y introduire.

2° Une convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques.

3° Une convention relative au droit de timbre en matière de chèques.

De ces conventions, la première est la plus importante. Elle comporte, poursuit l'exposé des motifs, de la part des Etats signataires, l'engagement de conformer leur loi interne à un texte établi par convention internationale et de ne pas modifier cette loi interne tant que la convention restera en vigueur. Un tel engagement, en ce qui concerne la France, se justifie pleinement, si l'on considère les conditions dans lesquelles il se présente. Les dispositions de la loi uniforme

sont, en effet, dans l'ensemble, conformes aux décisions de la jurisprudence française, aux conceptions de la doctrine et aux vœux des milieux intéressés. Sur les points où des divergences vraiment graves séparaient les législations en présence, la convention s'est abstenue de régler la matière ou bien a prévu des dérogations aux dispositions qu'elle édicte, laissant à la législation de chaque pays le soin de régler ces matières, soit en toute liberté, soit dans la limite des réserves envisagées. Enfin, si la Convention ne peut, dans des circonstances normales, être dénoncée qu'après un préavis de deux ans, elle pourra toutefois l'être immédiatement en cas d'urgence : l'appréciation du caractère d'urgence est laissée à chaque Etat. Ce système permet à la fois d'assurer une unification réelle et effective, puisque c'est la loi uniforme dans son texte même qui doit être introduite dans la législation de chaque Etat, et de donner satisfaction au désir légitime que peuvent avoir les Parlements de conserver intact leur droit de modifier à tout instant une loi interne.

Cet exposé des motifs n'est peut-être pas absolument cohérent ; mais il est habile et engageant. Mais le Sénat ne se pressa pas davantage que ne l'avait fait le Gouvernement. Et peut-être l'aventure de la non-ratification par les Etats qui s'était produite en 1912, après la Conférence de La Haye, allait-elle se reproduire. Les raisons demeuraient à peu près les mêmes : l'Angleterre et les Etats-Unis se tenaient toujours à l'écart ; même entre les Etats du Continent, l'unification était plus apparente que réelle ; le projet enfin était fortement inspiré des législations germaniques jugées trop formalistes.

Mais la loi du 8 juin 1935 délégua au Gouvernement une large partie des pouvoirs du Parlement. Grâce à quoi,

le Ministère put prendre le décret-loi du 3 octobre 1935, qui substituait, dans une large mesure, le droit du chèque de Genève à notre législation nationale.

Telle est brièvement exposée l'origine de ce décret-loi dont nous allons maintenant indiquer les innovations, en insistant sur les plus essentielles.

CHAPITRE II

LES INNOVATIONS DU DÉCRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935

Une observation d'ordre général s'impose d'abord : le décret-loi ne s'essaie pas à donner une définition du chèque. Et cela même rappelle sa genèse. Un pays peut avoir une certaine conception du chèque et par suite en donner une définition. Mais les divers pays n'ont pas tous la même conception : ils sont dès lors réduits à ne faire qu'une description. Dans le rapport présenté à la Conférence de La Haye de 1912, au nom du Comité Central, par MM. Carlin et Mayer, il est déclaré que « le Comité est d'avis, à la majorité, qu'il faut s'abstenir de donner une définition du chèque. Il n'a pu échapper au Comité que chaque définition donne lieu à des interprétations différentes. En outre, la définition reposerait sur des notions juridiques d'ordre général qui varient considérablement dans les différents Etats. Il y a des différences qui ont paru insurmontables (Acte I^{er}, p. 193).

Une définition impliquerait que les Etats s'accordent sur ce que l'on appelle la nature juridique du chèque. Or, il n'en est rien. Pour l'Angleterre, le chèque « is a bill of exchange drawn on a banker payable on demand », une lettre de change tirée sur un banquier et payable à vue (Bills of exchange Act, art. 73). Pour la France, « c'est un

écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et disponibles » (Loi de 1865, article 1^{er}). Ceci n'est pas une définition : ce n'est déjà qu'une description. On a souvent donné de ce texte une traduction tout à fait inexacte en prétendant que, pour la France, le chèque était un mandat. Il est seulement dit que le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat...

Cette formule signifie que le chèque, mandat usité en Angleterre, se substitue au chèque-récépissé jusqu'alors en usage en France. Il semblerait que, pour la France, le chèque est un acte complexe selon qu'on considère les relations du tireur et du tiré (mandat irrévocable sauf exceptions) ou les relations du tireur et du bénéficiaire (cession de créance assez spéciale). Dans les législations austro-allemandes, le chèque s'analyse au fond comme un billet de banque. Comment amalgamer des conceptions aussi diverses pour en tirer une définition ?

Le plus sage était de renoncer et de se borner à indiquer les mentions que doit contenir un chèque et c'est à ce propos qu'apparaît la première différence entre le décret-loi et la loi de 1865.

§ 1^{er}. — *De la création et de la forme du chèque*

Le chèque contient, dit l'article 1^{er} du décret-loi : 1° la dénomination de chèque, insérée dans le texte même du titre et exprimée dans la langue employée pour la rédaction de ce titre ; 2° le mandat pur et simple de payer une somme déterminée ; 3° le nom de celui qui doit payer (tiré) ; 4° l'indication du lieu où le paiement doit s'effectuer ; 5° l'indication de la date et du lieu où le chèque est créé ;

6° la signature de celui qui émet le chèque (tireur). Toutes ces indications figuraient déjà dans notre législation, sauf une : il n'était pas nécessaire que le mot « chèque » figurât sur le titre. L'exposé des motifs qualifie cette réforme d'« opportune ». Elle facilite l'unification du droit du chèque et elle permet la distinction rapide par un signe formel du chèque et de la lettre de change à vue.

A la Conférence de La Haye de 1912, seize délégations avaient déjà voté pour l'insertion obligatoire du mot « chèque » ; quatre seulement avaient voté contre : Angleterre, France, Etats-Unis et Russie (Actes II, p. 154). Les délégués de la France, MM. Lyon-Caen et Ernest Picard, craignaient que ce formalisme nouveau ne déroutât le commerce : objection peu solide, puisque les formules de chèques sont, en général, fournies par les banques, imprimées d'avance et que déjà le mot « chèque » y figurait parfois. La délégation belge qui devait combattre ladite mention finit par l'appuyer, « estimant que l'emploi du mot chèque sur les formules s'acclimaterait dans la pratique sans aucune difficulté ». Sans doute, en France, on peut émettre un chèque sur un papier quelconque et la banque doit le payer, s'il y a provision, encore qu'il soit libellé sur une formule qui n'émane pas d'elle. Mais, à notre sens, c'est là une disposition regrettable qui facilite les fraudes. On eût dû stipuler dans la loi uniforme que seules les formules fournies par les banques pouvaient être employées. Cela eût résolu l'épineuse question de la responsabilité en cas de chèques faux ou altérés. Les banques se fussent ingénérées — plus encore qu'actuellement — à trouver des vignettes qui rendent les falsifications très difficiles ; organisant le système des chèques et en profitant, il eût été juste que leur responsabilité en cas d'altérations fût très largement appréciée. Le décret-

loi prévoit que la disposition relative à l'insertion du mot « chèque » ne s'appliquera qu'aux chèques qui seront créés plus de six mois après la publication dudit décret. Les six mois sont expirés et l'on voit encore des chèques qui ne portent pas cette mention : ils proviennent d'anciens carnets de chèques non épuisés et de personnes non au courant de la récente législation. Mais bientôt le système fonctionnera sans que le public s'en aperçoive.

Il va de soi qu'il ne suffisait pas d'inscrire le mot « chèque » sur un papier pour qu'il fût traité comme un chèque : il faut qu'il satisfasse à toutes les conditions de l'article 1^{er}. Cet article est assez formaliste : il s'inspire des systèmes germaniques, mais s'éloigne sensiblement des pratiques anglaises fort libérales. D'où l'article 2 qui, dans certains cas, atténue ce formalisme en édictant certaines présomptions ; exemple : à défaut d'indication spéciale, le lieu désigné à côté du nom du tiré est réputé être le lieu de paiement. Cet article 2, d'ailleurs rationnel, indique que l'on ne désire pas trop s'écarter de l'Angleterre et des Etats-Unis. Il est difficile de concilier le formalisme et le libéralisme.

Notons cependant que sur un point le décret-loi est moins formaliste que ne l'était la législation antérieure. L'alinéa 5 du décret prévoit simplement que le chèque contient l'indication de la date et du lieu où le titre est créé alors que l'article 1^{er} de la loi du 14 juin 1865, modifiée par la loi du 19 février 1874, édictait l'inscription en toutes lettres, et de la main de celui qui avait écrit le chèque, de la date du jour où ce dernier avait été tiré. Cette réforme demandée par les milieux intéressés simplifiera sans inconvénients les conditions d'établissement des chèques qui, désormais, pourront être dactylographiés. Toutefois, la si-

gnature devra être obligatoirement manuscrite (Projet de loi portant introduction dans la législation française des dispositions de la loi uniforme annexée à la Convention signée à Genève le 19 Mars 1931 en vue de l'unification en matière de chèques).

En somme, la seule innovation réelle des articles 1 et 2 du décret-loi consiste dans l'addition du mot « chèque » sur les formules. Elle est d'un intérêt discutable et, en tout cas, très relatif.

Il en est tout différemment de l'article 3 qui contient l'innovation sans doute la plus importante, du moins théoriquement, du décret-loi : « Le chèque ne peut être tiré que sur un banquier, un agent de change, le caissier payeur central du Trésor public, les trésoriers payeurs généraux ou les receveurs particuliers des finances, les établissements de Crédit municipal et les caisses de Crédit agricole, ayant, au moment de la création du titre, des fonds à la disposition du tireur et conformément à une convention expresse ou tacite d'après laquelle le tireur a le droit de disposer de ces fonds par chèque. La provision doit être faite par le tireur ou par celui pour le compte de qui le chèque est tiré, sans que le tireur pour compte d'autrui cesse d'être personnellement engagé envers les endosseurs et le porteur seulement. Le tireur seul est tenu de prouver, en cas de dénégation, que ceux sur qui le chèque était tiré avaient provision au moment de la création du titre ; sinon, il est tenu de le garantir même si le protêt a été fait après les délais fixés. Les titres tirés et payables en France sous forme de chèques sur toute autre personne que celles visées au premier aliéna du présent article ne sont pas valables comme chèques ».

La nouveauté essentielle de cet article, c'est qu'il ne permet plus de tirer un chèque que sur les banquiers et

assimilés. Dans la loi de 1865, c'était un principe tout autre qui avait prévalu : le chèque pouvait être tiré sur n'importe qui, solution d'autant plus remarquable que l'Angleterre, que l'on voulait alors imiter, n'admettait pas que le chèque pût être tiré sur une autre personne qu'un banquier. On admirait fort la législation anglaise sur le chèque, mais pas au point de sacrifier le principe de la liberté des conventions et de créer une sorte de privilège en faveur des banques. Si le chèque était susceptible de rendre tant et de si éminents services, pourquoi en limiter l'usage ? On ne se rendait pas assez compte que le chèque n'avait toute son efficacité que si certaines conditions se trouvaient réalisées. L'une de ces conditions, c'était le tirage exclusif sur banquiers et assimilés.

Il faut, en effet, partir d'un fait : le chèque n'a d'utilité que s'il n'est pas payé en espèces. Dans le cas contraire, ses inconvénients dépassent peut-être ses avantages. Le tireur a encore intérêt à s'en servir, car ses risques de perte et de vol sont allégés ; sa comptabilité est facilitée ; il n'a plus besoin d'avoir de numéraire dans sa poche ou dans son tiroir. Le tiré, quel qu'il soit, est obligé d'avoir des espèces chez lui et de se tenir là en permanence. Le porteur n'a guère que des ennuis : il doit se déplacer, attendre, et il est exposé à n'être pas payé. Il préférerait de beaucoup le règlement en billets qui a le privilège d'être immédiat et définitif. La collectivité enfin ne tire que peu de profit de l'opération, puisque le chèque se transforme promptement en espèces.

Il en est tout autrement quand le porteur fait du chèque qu'il reçoit un usage correct : c'est-à-dire qu'il l'envoie à sa propre banque pour encaissement. Alors, pour peu que le chèque soit tiré sur une banque, il aboutit tout naturel-

lement à un règlement par jeu d'écritures. Virements et compensations supposent, en effet, simplement que le chèque soit tiré sur un banquier et présenté par un banquier : les banques sont en compte entre elles, soit directement, soit indirectement grâce à la Banque de France ou à la Chambre de Compensation.

Mais, selon le mot de Barclay, si le Continent se rend parfaitement compte de l'utilité du chèque, il ne s'en sert pas correctement, c'est-à-dire qu'il le règle souvent en espèces. D'où l'idée d'instituer des chèques qui ne peuvent mener qu'à des inscriptions en comptes ; par exemple, en Allemagne, le chèque de mise en compte ou de virement. Les mandats rouges de la Banque de France s'apparentent à ce dernier chèque.

Le chèque barré s'en rapproche aussi. C'est un chèque qui ne peut être tiré que sur un banquier et qui ne peut être présenté au paiement que par un banquier. Sans doute, le présentateur pourrait-il exiger des espèces, mais pratiquement il ne le fait pas, et s'il le faisait le tiré se méfierait, car ce serait suspect.

Le chèque barré est une création anglaise : il a été introduit chez nous par la loi du 30 décembre 1911. En Angleterre, le barrement est surtout un facteur de sécurité ; en France, c'est surtout un facteur de virements et de compensations. Le rôle du chèque barré est de pousser le public français à se faire ouvrir des comptes en banque et d'acclimater automatiquement les modes de règlement anglais. Malheureusement, il ne s'est pas aussi largement répandu que l'espéraient les promoteurs de la loi de 1911.

Pendant la guerre de 1914-1918, le Gouvernement français a demandé des avances à la Banque de France pour faire face à ses dépenses, et la même politique s'est conti-

nuée et même intensifiée après la guerre : d'où une augmentation parallèle de l'émission des billets, avec les conséquences qui en découlent quasi-fatalement : hausse des prix et des devises étrangères à valeur-or. Il est arrivé un moment où toute la France était suspendue aux bilans de la Banque de France publiés chaque jeudi. Il y avait cercle dans les succursales des grands Etablissements de crédit autour des appareils de l'Agence Havas. Les facteurs psychologiques jouaient à plein et amplifiaient les mouvements des prix et des changes. On assistait à la fuite des Français devant leur propre monnaie.

Alors, le Gouvernement essaya, par tous moyens, de promouvoir les règlements par chèques de façon à enrayer l'accroissement des billets. D'où, notamment, la très importante loi du 28 avril 1924 qui autorise le paiement par chèques des effets de commerce. Cette loi a déveoppé dans une mesure considérable les règlements par jeux d'écritures. Le Gouvernement ne se posait pas la question de savoir si l'inflation et ses périls ne pouvaient pas aussi bien se réaliser par chèques que par billets. Et peut-être avait-il raison, car l'opinion publique était alertée du côté des billets et ne l'était pas du côté des chèques : si bien que les facteurs psychologiques n'appuyaient, pour en exagérer les effets, que l'inflation par billets. Depuis, l'exemple de l'Amérique a, croyons-nous, montré que l'inflation des crédits recélait autant de dangers que l'inflation des billets ; mais entre 1920 et 1930, peu de personnes le croyaient et aujourd'hui même le grand public ne se soucie toujours que des sorties d'or, des avances à l'Etat et du chiffre de la circulation.

Or, il est clair que le tirage des chèques sur n'importe qui n'est pas un élément favorable pour que les règlements par jeux d'écritures se développent. Cette constatation se

trouve déjà dans le rapport de MM. Carlin et Mayer à la Conférence de La Haye de 1912 : « Le principal but du chèque est d'éviter le maniement des espèces et de faciliter la compensation des créances. Ce but n'est véritablement atteint que s'il n'est fait usage du chèque que dans les milieux où se concentrent les fonds d'un grand nombre de personnes. Si on admet que le chèque peut être tiré sur une personne quelconque, on arrive plutôt à une décentralisation de ses fonds. »

En somme, au point de vue doctrinal, le tirage sur n'importe qui était condamné comme ne permettant pas au chèque de remplir sa fonction propre qui est d'économiser le numéraire. Mais, à l'expérience, le tirage sur n'importe qui parut susceptible de favoriser des fraudes fiscales.

On sait, en effet, que le chèque bénéficie d'un privilège de timbre quand on le compare à la lettre de change. D'où une tentation pour la pratique d'employer le chèque au lieu de la lettre de change, en le post-datant. Sans doute, la post-date était frappée de pénalités, mais elle est difficile à saisir, si bien qu'en fait le chèque se substituait souvent à la lettre de change, d'autant que, par un certain côté, il pouvait être un meilleur instrument de crédit. En effet, le défaut de provision y était plus sévèrement réprimé que dans la lettre de change.

Des usuriers peu scrupuleux se mirent alors à prêter à des jeunes gens en leur faisant signer des chèques pour une date relativement éloignée. On n'est venu à bout de cette pratique qu'en inculpant ces usuriers de complicité dans le délit d'émission de chèque non provisionné.

Mais cette substitution du chèque à la lettre de change ne plaisait guère au Gouvernement qui voyait se tarir ses recettes. D'où la loi du 22 mars 1924, ayant pour objet la création

de nouvelles ressources fiscales et qui décide que les chèques tirés sur toute personne autre qu'un banquier, un agent de change, le caissier payeur central du Trésor public, les Trésoriers payeurs généraux ou les receveurs particuliers des finances seront, outre le timbre des chèques, soumis au droit de timbre de quittance. »

Ces diverses raisons conjuguées ont finalement amené la France à renoncer au tirage sur n'importe qui. Dans la loi uniforme l'article 3 est ainsi libellé : « Le chèque est tiré sur un banquier ayant des fonds à la disposition du tireur et conformément à une convention expresse ou tacite, d'après laquelle le tireur a le droit de disposer de ces fonds par chèque. Néanmoins, en cas d'inobservation de ces prescriptions, la validité du titre comme chèque n'est pas atteinte. » Le décret-loi prend le contre-pied de cette dernière disposition quant aux chèques émis et payables en France, puisqu'il décide que, tirés sur toute autre personne que celles qui sont énumérées, ils ne sont pas valables comme chèques. L'exposé des motifs prétend que le système de la loi uniforme implique une certaine contradiction. Il est de fait que le décret-loi apparaît plus logique. Du tirage sur n'importe qui, la France est donc passée au tirage exclusif sur banquiers et assimilés : elle a fini par rejoindre l'Angleterre sur ce point.

Disons, en passant, que le tirage exclusif sur banquiers, est aujourd'hui le droit commun en matière de chèque. A La Haye, en 1912, il ne se dégagea pas une doctrine bien nette sur la question : onze délégations se prononcèrent contre la thèse de la capacité passive illimitée : Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Angleterre, Italie, Luxembourg, Mexique, Russie, Siam, Turquie ; huit votèrent pour : Hongrie, Danemark, France, Japon, Norvège, Pays-Bas, Suède

et Suisse. A Genève, au contraire, en 1930-31, tous les Etats, sauf les Pays-Bas, furent d'avis de n'admettre le tirage que sur banquiers et assimilés. Entre 1912 et 1930, il y avait eu la guerre et ses suites : accroissement incroyable de la circulation des billets et nécessités budgétaires toujours plus pressantes.

Du point de vue doctrinal, la disposition qui limite aux banquiers et assimilés la capacité passive est, semble-t-il, la plus intéressante du décret-loi.

Notons qu'à un autre égard l'article 3 précise une règle qui peut-être, était impliquée dans la législation antérieure, mais que seuls les pays Germaniques mettaient en pleine lumière. Dans l'article 1^{er} de la loi du 14 juin 1865, il était dit que le chèque ne pouvait être tiré que sur fonds *disponibles*. Expression assez équivoque et que les commentateurs ont entendu dans des sens divers. Toutefois, d'après les travaux préparatoires, il semble bien que fonds disponibles signifiaient fonds à la disposition du tireur par voie de chèques, soit par suite d'une convention expresse, soit par suite d'une convention tacite. Le décret-loi est formel : il y a provision lorsque des fonds sont à la disposition du tireur chez le tiré en vertu d'une convention expresse ou tacite, d'après laquelle le tireur peut disposer de ces fonds par chèque. Il ne suffirait donc pas que le tireur eût des fonds disponibles (au sens de : liquides) chez le tiré ; il faut encore qu'en vertu d'un accord exprès ou tacite avec ce dernier, il ait le droit d'en disposer spécialement par chèque.

Cette dernière condition pour qu'il y ait provision est de nature, écrit M. Léon Deschamps, à permettre aux banques d'écarter la présentation de chèques tirés sur un papier quelconque qui ne permet pas un contrôle facile et entraîne pour elles, des risques évidents. Lorsqu'un client déposera

un spécimen de sa signature en demandant un carnet de chèques, il y aura intérêt à lui faire signer l'engagement de ne tirer d'autres chèques que ceux extraits de son carnet et reconnaissance que la Banque ne sera pas tenue d'honorer d'autres chèques. Si l'accord du tiré est indispensable pour la disposition par chèques de fonds disponibles, le banquier est en effet fondé, semble-t-il, à subordonner cet accord à la condition formelle que la disposition par chèque ne sera valable que par l'emploi de chèques extraits du carnet délivré par la Banque « (Le nouveau statut de la lettre de change, du billet à ordre et du chèque) ».

Certes, il serait désirable que l'on ne pût pas émettre un chèque sur un papier quelconque ; mais la suggestion de M. Léon Deschamps est-elle pratique ? Nous ne le croyons pas. La convention dont parlent la loi uniforme et le décret-loi ne consiste qu'en une seule chose : il est simplement entendu que le tireur peut disposer par chèque des fonds liquides qu'il a chez le tiré ; mais il n'en résulte pas que le tireur d'accord avec le tiré puisse modifier la législation du chèque : la convention dont il s'agit n'est qu'un acte-condition pour que se déclanche le statut légal du chèque, qui nous paraît tout entier impératif, étant donné le but poursuivi. Il nous semble, en outre, que les banques n'auraient pas intérêt à faire signer à la clientèle une clause de ce genre, car leur responsabilité s'en trouverait automatiquement augmentée en cas d'altération du chèque. Il est vraisemblable que les Tribunaux se montreraient alors très sévères pour les Banques qui n'auraient qu'à s'en prendre à elles d'avoir fourni des formules facilement altérables. Dans le cas, au contraire, d'un chèque émis sur un papier quelconque, les risques resteraient sans doute à la charge du tireur.

L'article 3 contient enfin des dispositions relatives à la

provision : mais elles n'apportent pas de changement à la législation antérieure, nous n'avons donc pas à nous en occuper ici. En matière de provision, les diverses législations sont irréductibles : de sorte que la question est restée en dehors de la loi uniforme et a été abandonnée à la libre volonté de chaque pays.

L'article 4 est ainsi conçu : « Le chèque ne peut pas être accepté. Une mention d'acceptation portée sur le chèque est réputée non écrite. Toutefois le tiré a la faculté de viser le chèque : le visa a pour effet de constater l'existence de la provision à la date à laquelle il est donnée ». Cet article ne fait que consacrer l'état de choses antérieur, sauf qu'il décide qu'une mention d'acceptation, si elle était mise sur le chèque, serait réputée non écrite, c'est-à-dire qu'on reste en face d'un chèque, avec toutes les conséquences qui en découlent. Il en était autrement avant le décret-loi « Au point de vue fiscal, un chèque revêtu de l'acceptation du tiré, obtenue par un cessionnaire du chèque, était considéré comme lettre de change : par suite, le droit proportionnel était exigible et l'amende encourue. En sera-t-il encore de même, bien que l'acceptation maintenant, soit réputée non écrite ?

« Pour répondre à cette question, on peut s'inspirer de la solution admise pour l'interprétation de l'article 1^{er}, dernier alinéa, de la loi de 1865, modifiée par celle du 19 février 1874. Aux termes de cette disposition, toute stipulation tendant à rendre le chèque non payable à vue était considérée comme nulle de droit et la sanction civile était considérée comme remplaçant, dans ce cas, la sanction fiscale. On peut penser qu'il doit en être de même de l'acceptation, si elle figure sur le titre » (Léon Deschamps, loc. cit. p. 91).

A notre sens, l'article 4 n'est pas heureux : l'acceptation devrait être admise sous certaines conditions, comme elle

l'est en Amérique, sous le nom de certification et le visa, avec ses effets trop limités, peut induire en erreur les porteurs d'un chèque, mais ce serait sortir du cadre de cette étude que d'insister, puisqu'il n'y a pas ici d'innovation véritable.

L'article 5 ne présente pas davantage de particularités nouvelles. Le voici : « Le chèque peut être stipulé payable : à une personne dénommée, avec ou sans clause expresse « à ordre » ; à une personne dénommée, avec la clause « non à ordre » ou une clause équivalente ; au porteur. Le chèque au profit d'une personne dénommée, avec la mention ou « au porteur » ou un terme équivalent, vaut comme chèque au porteur. Le chèque sans indication du bénéficiaire vaut comme chèque au porteur ».

Ces dispositions étaient déjà en vigueur, avant le décret-loi, sauf qu'un chèque émis au profit d'une personne dénommée est cependant endossable, même s'il ne contient pas la clause à ordre. On estime que l'insertion du mot « chèque » implique l'endossabilité.

L'article 6 est libellé dans les termes suivants : « Le chèque peut être à l'ordre du tireur lui-même. Le chèque peut être tiré pour le compte d'un tiers. Le chèque ne peut être tiré sur le tireur lui-même, sauf dans le cas où il s'agit d'un chèque tiré entre différents établissements d'un même tireur, et à condition que ce chèque ne soit pas au porteur ». Dans l'ensemble, cet article ne fait que consacrer les solutions déjà admises en France. On a strictement réglementé le tirage sur soi-même, de façon à respecter le privilège d'émission de la Banque de France. Dans l'exposé des motifs, il est dit qu'il ne serait pas possible, sans porter atteinte au privilège de la Banque de France, de reconnaître au tireur la faculté d'émettre des chèques au porteur sur lui-

même. Pratiquement, cela n'empêche pas les banques d'être des grandes créatrices de monnaie en permettant à leur clientèle de tirer sur elles des chèques à découvert. Il y a là toute une circulation fort importante et pleine de dangers.

Pas d'innovation à l'article 7 ainsi conçu : Toute stipulation d'intérêts insérée dans le chèque est réputée non écrite. Le chèque est, en effet, un instrument de paiement à vue et non un instrument de crédit.

Quant à l'article 8, il présente quelque nouveauté. Le voici : « Le chèque peut être payable au domicile d'un tiers, soit dans la localité où le tiré a son domicile, soit dans une autre localité, à condition toutefois que le tiers soit banquier ». Dans la législation antérieure, la domiciliation de la part du tireur pouvait se faire chez n'importe qui ; la différence tient à ce qu'alors on pouvait tirer un chèque sur toute personne, alors qu'aujourd'hui on ne peut plus tirer que sur un banquier. De ce fait même, la domiciliation a perdu une partie de son intérêt, du point de vue virements et compensations. Le protêt, en cas de non-paiement, doit être fait chez le domiciliataire, alors qu'avant la question était discutée. Cependant M. Bouteron soutenait déjà que « en cas de domiciliation, le protêt doit être dressé et l'action judiciaire exercée, non pas au lieu de remise du chèque, non pas même au domicile du tiré, mais au lieu de la domiciliation. Et cela pour deux motifs : d'abord parce qu'une domiciliation équivaut à une élection de domicile et ensuite parce que c'est chez le domiciliataire que le paiement est quérable, le chèque ne constituant pas une monnaie, mais un simple bon de caisse » (*Le chèque. Théorie et pratique*, p. 372, Paris 1924).

Pour le surplus, l'article 8 ne fait que reproduire l'article 11 de la loi de 1865, modifiée le 26 janvier 1917 : « Lors

de la présentation d'un chèque à l'encaissement, l'addition sur le chèque de la domiciliation pour paiement, soit à la Banque de France, soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France, ne donnera ouverture à aucun droit de timbre. Cette domiciliation ne pourra, au surplus, être faite contre la volonté du porteur, à moins que le chèque ne soit barré et que la domiciliation n'ait lieu à la Banque de France sur la même place ».

L'article 9 règle des « cas » qui ne l'étaient pas jusque là par la loi et qui étaient laissés à l'appréciation des juges. Il donne des solutions qui paraissent rationnelles et pratiques. « Le chèque dont le montant est écrit à la fois en toutes lettres et en chiffres vaut, en cas de différence, pour la somme écrite en toutes lettres. Le chèque dont le montant est écrit plusieurs fois, soit en toutes lettres, soit en chiffres, ne vaut, en cas de différence, que pour la moindre somme. »

Cet article est dans la tradition du droit qui favorise les débiteurs.

L'article 10 admet pour le chèque le principe de l'indépendance des signatures déjà acquis en matière de lettres de change : « Si le chèque porte des signatures de personnes incapables de s'obliger par chèques, des signatures fausses ou des signatures de personnes imaginaires ou des signatures qui, pour toute autre raison, ne sauraient obliger les personnes qui ont signé le chèque ou au nom desquelles il a été signé, les obligations des autres signataires n'en sont pas moins valables ». Ce principe est de nature à favoriser la circulation des chèques : il ne figurait pas expressément dans la législation antérieure, mais on peut le tenir pour de droit commun.

Article 11 : « Quiconque appose sa signature sur un chèque, comme représentant d'une personne pour laquelle

il n'avait pas le pouvoir d'agir, est obligé lui-même en vertu du chèque et, s'il a payé, a les mêmes droits qu'aurait eu le prétendu représenté. Il en est de même du représentant qui a dépassé ses pouvoirs ».

Ce texte reproduit l'article 8 de la loi uniforme sur la lettre de change. Il contient une innovation intéressante. Comme l'écrit M. Léon Deschamps, « cette disposition est de nature à déjouer une fraude assez souvent pratiquée. Un employé qui n'est pas régulièrement mandaté accepte une traite pour son patron. Ce dernier invoque l'absence de pouvoir régulier. Le Tribunal annule l'acceptation, sauf parfois à corriger les conséquences de cette annulation en rendant le patron responsable de la faute commise par l'employé. Mais souvent des décisions ont annulé purement et simplement l'acceptation. Or, si l'employé est tenu d'office personnellement, sans qu'un procès doive être engagé pour faire reconnaître sa responsabilité, de telle sorte, par exemple, qu'une saisie-arrêt puisse immédiatement, en vertu de la lettre de change, être pratiquée sur ses appointements, il hésitera à faire preuve d'une complaisance coupable à l'égard d'un patron de mauvaise foi » (Léon Deschamps, loc. cit., p. 32). Ces observations s'appliquent à la lettre de change, mais elles peuvent être transposées et appliquées au chèque, *mutatis mutandis*.

Les solutions de l'article 11 sont, à notre sens, logiques et pratiques ; mais elles ne concordent pas tout à fait avec le droit antérieur. On estimait, en effet, que ceux qui traitaient avec un représentant devaient eux-mêmes vérifier ses pouvoirs, sous peine de commettre une faute. C'est difficile dans la vie courante. Seulement, il arrivera peut-être que la responsabilité du soi-disant représentant soit assez illusoire : celle de son patron serait plus effective et sans doute

pourra-t-elle assez souvent continuer d'être recherchée. En tout cas, l'article 11 aura au moins pour résultat de faire réfléchir ceux qui seraient tentés de signer pour d'autres sans pouvoirs.

Enfin, l'article 12 va de soi : « Le tireur est garant du paiement. Toute clause par laquelle le tireur s'exonère de cette garantie est réputée non écrite ».

La loi uniforme comporte un article 13 ainsi conçu : « Si un chèque, incomplet à l'émission, a été complété, contrairement aux accords intervenus, l'inobservation de ces accords ne peut pas être opposée au porteur, à moins qu'il n'ait acquis le chèque de mauvaise foi ou que, en l'acquérant, il n'ait commis une faute lourde ».

Cet article est d'inspiration germanique ; il implique que le chèque est un titre formel et, à notre sens, il mérite d'être approuvé. Cependant, le décret-loi ne l'a pas reproduit. On n'a pas cru expédient de légiférer sur le chèque en blanc, qui est admis dans certains pays, mais ne l'est pas chez nous, à raison des dangers qu'il peut présenter.

En résumé, dans le chapitre 1^{er} du décret-loi relatif à la création et à la forme du chèque, il n'y a vraiment que deux innovations essentielles : l'une de forme (insertion obligatoire du mot chèque), l'autre de fond (tirage exclusif sur banquiers et assimilés). A côté, l'on peut relever d'utiles précisions et des améliorations de détail : la somme pour laquelle le chèque est tiré peut désormais être libellée en chiffres ou en lettres ou en les deux ; la date n'a plus à être inscrite en toutes lettres ; l'absence d'indication du lieu d'émission est frappée d'une amende de 6 % du montant du chèque et de cent francs au minimum ; le tireur pour compte est personnellement responsable du non-paiement envers les endosseurs et le porteur ; la domiciliation n'est

plus possible que chez un banquier ; dans le cas de chèques portant des sommes inégales, le débiteur est favorisé au détriment du créancier ; le représentant qui met sa signature sur un chèque, sans pouvoir ou en dépassant ses pouvoirs, est personnellement obligé.

§ 2. — *De la transmission du chèque.*

Ce chapitre contient douze articles dont les dispositions ne figuraient pas pour la plupart dans la législation du chèque, mais dans celle de la lettre de change ; elles s'appliquaient d'ailleurs au chèque par voie de référence : de sorte que le décret-loi n'a pas ici apporté des changements bien notables à l'état de choses antérieur.

« Article 13. — Le chèque stipulé payable au profit d'une personne dénommée avec ou sans clause expresse à ordre est transmissible par la voie de l'endossement. Le chèque stipulé payable au profit d'une personne dénommée avec la clause « non à ordre » ou une clause équivalente n'est transmissible que dans la forme et avec les effets d'une cession ordinaire. »

Du fait même qu'on est en face d'un chèque, il doit être transmissible par voie d'endossement pour pouvoir jouer son rôle économique : d'où la nouvelle règle que la clause à ordre n'a pas besoin d'être inscrite : peut-être eût-il convenu de rejeter la clause « non à ordre ».

« Article 14. — L'endossement peut être fait même au profit du tireur ou de tout autre obligé. Ces personnes peuvent endosser le chèque à nouveau. » A première vue, il y a là quelque chose d'assez singulier ; mais la pratique en a, paraît-il, montré l'utilité.

« Article 15. — L'endossement doit être pur et simple. Toute condition à laquelle il est subordonné est réputée non

écrite. L'endossement partiel est nul. Est également nul l'endossement du tiré. L'endossement au porteur vaut comme un endossement en blanc. L'endossement au tiré ne vaut que comme quittance, sauf dans le cas où le tiré a plusieurs établissements et où l'endossement est fait au bénéfice d'un établissement autre que celui sur lequel le chèque a été tiré. »

Ce sont les mêmes règles qu'en ce qui concerne la lettre de change, sauf que l'endossement du tiré est nul, puisque, comme l'écrit Léon Deschamps, le tiré ne peut détenir le chèque que parce qu'il en a payé le montant et que le chèque par suite a fini son office et se trouve éteint comme titre. L'exposé des motifs dit, de son côté, que le principe suivant lequel le chèque n'est pas acceptable et suivant lequel le tiré ne saurait garantir le paiement dont il est tenu, justifie cette nullité.

En principe, l'endossement au tiré ne vaut que comme quittance, car si le chèque arrive en ses mains, c'est qu'il l'a payé. Par exception, l'endossement au tiré a les effets d'un endossement ordinaire dans le cas où le tiré a plusieurs établissements et où l'endossement est fait au bénéfice d'un établissement distinct de celui sur lequel le chèque est tiré. Voici la raison de cette exception : un chèque tiré sur une succursale d'une banque peut être présenté au paiement dans un autre établissement de la même banque. Ce dernier établissement, ne sachant pas si le tireur a réellement des fonds disponibles, ne peut pas payer le chèque, mais il peut le prendre à l'encaissement ou à l'escompte. Il doit alors être considéré comme preneur du chèque et non comme tiré (Actes de La Haye 1912, T. II, p. 227).

« Article 16. — L'endossement doit être inscrit sur le chèque ou sur une feuille qui y est attachée (allonge). Il doit

être signé par l'endosseur. L'endossement peut ne pas désigner le bénéficiaire ou consister simplement dans la signature de l'endosseur (endossement en blanc). Dans ce dernier cas, l'endossement, pour être valable, doit être inscrit au dos du chèque ou sur l'allonge. » Ici encore, ce sont les mêmes règles que pour la lettre de change. L'endossement en blanc existait déjà chez nous depuis la loi du 28 février 1922. Le texte en réglemente minutieusement les formes : il n'est valable que s'il figure au dos du chèque ou sur une allonge ; il devient ainsi facile de vérifier la suite régulière des endossements, alors que ce serait presque impossible si une signature au recto pouvait valoir endossement.

« Article 17. — L'endossement transmet tous les droits résultant du chèque et notamment la propriété de la provision. Si l'endossement est en blanc, le porteur peut : 1° remplir le blanc, soit de son nom, soit du nom d'une autre personne ; 2° endosser le chèque de nouveau en blanc ou à une autre personne ; 3° remettre le chèque à un tiers, sans remplir le blanc et sans l'endosser. »

Soulignons que la loi uniforme décide seulement que l'endossement transmet tous les droits résultant du chèque ; le décret-loi ajoute : « et notamment la propriété de la provision ». Il reste ainsi fidèle au système français, qui est très apprécié, spécialement des banques, mais qui a l'inconvénient d'être en désaccord avec la plupart des législations étrangères. Le mécanisme de l'endossement en blanc est le même qu'en matière de lettre de change : la sûreté du chèque (et surtout de la lettre de change) dépendra du parti qui sera pris. « Suivant que le porteur d'un chèque présentant un endossement en blanc endosse ou n'endosse pas lui-même, il engage ou dégage sa responsabilité puisque sa signature figure ou ne figure pas sur le titre... » Le porteur

n'a pour garantie que les signataires du chèque. Dans un de ses cours à la Faculté de Paris, M. le Professeur Ripert fait observer que l'endossement en blanc aboutit souvent à une diminution des garanties de la lettre de change et du chèque.

« Article 18. — L'endosseur est, sauf clause contraire, garant du paiement. Il peut interdire un nouvel endossement : dans ce cas, il n'est pas tenu à la garantie envers les personnes auxquelles le chèque est ultérieurement endossé. » Ces dispositions sont encore empruntées au droit de la lettre de change. Elles nous paraissent assez discutables : mais elles sont logiques du moment qu'on admettait l'endossement en blanc, avec les conséquences que nous avons indiquées.

« Article 19. — Le détenteur d'un chèque endossable est considéré comme porteur légitime s'il justifie de son droit par une suite ininterrompue d'endossements, même si le dernier endossement est en blanc. Les endossements biffés sont, à cet égard, réputés non écrits... Quand un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, le signataire de celui-ci est réputé avoir acquis le chèque par l'endossement en blanc. » L'exposé des motifs se borne à dire que les règles posées par l'article 19 pour déterminer dans quelles conditions le détenteur d'un chèque endossable est considéré comme porteur légitime sont généralement admises en cette matière. Ce sont sensiblement les mêmes que pour la lettre de change.

« Article 20. — Un endossement figurant sur un chèque au porteur rend l'endosseur responsable aux termes des dispositions qui régissent le recours ; il ne convertit, d'ailleurs, pas le titre en un chèque à ordre. » Voici l'observation de M. Léon Déschamps sur cet article : « L'endossement

apposé sur un chèque au porteur ne le transforme pas en titre à ordre et par suite, le chèque peut continuer à être cédé de la main à la main, sans endossement. Celui qui a fait figurer son endossement sur un chèque au porteur est responsable du paiement comme s'il était un endosseur ordinaire, mais il n'est pas véritablement un endosseur, puisque la transmission de la propriété du chèque ne s'opère pas réellement par son endossement, dont le porteur n'a pas à tenir compte pour établir sa détention légitime. En somme, la situation de cet endosseur est assez semblable à celle d'un aval qui a garanti le paiement » (*Le nouveau statut de la lettre de change, du billet à ordre et du chèque*, p. 98).

« Article 21. — Lorsqu'une personne a été dépossédée d'un chèque à ordre par quelque événement que ce soit, le bénéficiaire qui justifie de son droit de la manière indiquée à l'article 19 n'est tenu de se dessaisir du chèque que s'il l'a acquis de mauvaise foi ou si, en l'acquérant, il a commis une faute lourde. »

L'article 21 ne reproduit pas absolument le texte de la loi uniforme : il ne vise que le chèque à ordre alors que la loi uniforme vise aussi le chèque au porteur. La France a préféré laisser s'appliquer à ce dernier les articles 2279 et suivants du Code Civil. Peut-être l'article 21 eût-il été mieux à sa place immédiatement après l'article 19, dont il n'est guère qu'un complément.

« Article 22. — Les personnes actionnées en vertu du chèque ne peuvent pas opposer au porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec le tireur ou avec les porteurs antérieurs, à moins que le porteur, en acquérant le chèque, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur. » Cet article consacre le principe de l'inopposabilité

des exceptions personnelles du tiré ou des autres personnes actionnées au porteur de bonne foi, à l'égard du tireur ou des porteurs antérieurs. C'est une des dispositions qui donnent le plus de crédit aux lettres de change et aux chèques. La mauvaise foi consiste en ce que, non seulement le porteur a connu ces exceptions, mais encore en ce qu'il a agi sciemment au détriment du débiteur. Il appartiendra aux tribunaux d'apprécier les circonstances de fait constitutives de la mauvaise foi.

« Article 23. — Lorsque l'endossement contient la mention : « valeur en recouvrement », « pour encaissement », « par procuration » ou toute autre mention impliquant un simple mandat, le porteur peut exercer tous les droits découlant du chèque, mais il ne peut endosser celui-ci qu'à titre de procuration. Les obligés ne peuvent, dans ce cas, invoquer contre le porteur que les exceptions qui seraient opposables à l'endosseur. Le mandat renfermé dans un endossement de procuration ne prend pas fin par le décès du mandant ou la survenance de son incapacité. »

« Aux termes de cet article, lit-on dans l'exposé des motifs du projet de loi portant introduction, dans la législation française, des dispositions de la loi uniforme, celui qui est porteur en vertu d'un endossement fait à titre de procuration peut exercer, au nom de l'endosseur, tous les droits découlant du chèque. » Est-ce à dire qu'il puisse agir en justice en son propre nom pour le compte de son mandant, faisant ici échec à la règle de procédure : « Nul ne plaide par procureur » ? M. Léon Deschamps le croit en raison des termes absolus du chèque, mais cette opinion ne nous paraît pas soutenable, étant en opposition avec l'idée même de mandat et avec la partie du texte relative aux exceptions : « Au point de vue des exceptions opposables,

la règle est simple : les exceptions opposables au porteur, c'est-à-dire au mandataire, sont celles-là seules qui auraient pu être opposées à l'endosseur (mandant) si l'endossement de procuration n'avait pas eu lieu. On ne peut donc opposer au porteur des exceptions nées directement contre lui ». Cela prouve, nous semble-t-il, de façon décisive que le mandataire ne pourrait pas agir en justice en son propre nom. L'article dispose enfin que le mandat renfermé dans un endossement de procuration ne prend pas fin par le décès du mandant ou la survenance de son incapacité. « Par suite, déclare l'exposé des motifs, en cas de mort, d'incapacité ou de faillite de l'endosseur, celui qui a fait un endossement de procuration reste obligé de présenter le chèque au paiement et de faire dresser le protêt à défaut de paiement, mais l'héritier de l'endosseur, son représentant et spécialement le syndic en cas de faillite ont le droit de révoquer le mandat et par suite de reprendre le chèque, comme aurait pu le faire l'endosseur lui-même. »

M. Léon Deschamps nous dit que c'est la consécration des principes. Il semble, au contraire, que c'est un échec aux principes : en droit commun, en effet, la mort ou la survenance d'une incapacité mettent fin au mandat : d'où la nécessité de s'en expliquer dans le texte.

Il est spécifié que le porteur ne peut faire qu'un endossement de procuration et non un endossement translatif. C'est la conséquence du fait qu'il n'est pas propriétaire, mais mandataire. L'endossement à titre de nantissement n'est pas visé dans les textes relatifs au chèque, alors qu'il l'est dans les textes relatifs à la lettre de change. Cela tient à la différence de nature des deux sortes de titres : la lettre de change, titre de crédit à échéance plus ou moins longue,

se met assez souvent « en pension » alors que c'est très rare pour le chèque, titre de paiement à vue.

Article 24. — L'endossement fait après le protêt ou après l'expiration du délai de présentation ne produit que les effets d'une cession ordinaire. Sauf preuve contraire, l'endossement sans date est présumé avoir été fait avant le protêt ou avant l'expiration du délai fixé à l'alinéa précédent. Il est défendu d'antidater les ordres à peine de faux. Ce dernier paragraphe n'est pas dans la loi uniforme : il est, en effet, d'ordre pénal, donc territorial : c'est la reproduction de l'article 139 du code de Commerce. Il a pour but de mettre obstacle à la fraude consistant à antidater un tirage ou un endossement pour soustraire une créance à la masse de la faillite du tireur ou d'un endosseur ou encore pour rendre inopérante une saisie-arrêt pratiquée à l'encontre du tiré. Les antidates sont difficiles à dépister : d'où la gravité des pénalités qui les frappent.

Lorsqu'il s'agit d'un endossement postérieur à l'expiration du délai imparti pour la présentation du chèque, l'on comprend aisément que l'endossement n'ait que les effets d'une cession de créance ; l'endossataire sait, en effet, à quoi s'en tenir. La question est plus délicate, lit-on dans l'exposé des motifs, lorsqu'il s'agit d'un endossement effectué après l'établissement du protêt, mais antérieur à l'expiration du délai de présentation, parce que, dans ce cas, la bonne foi de l'endossataire risquerait d'être surprise. Cette difficulté a été levée par le fait que l'article 55 du décret-loi prescrit que la date du protêt devra être indiquée sur le chèque lui-même « les notaires et huissiers sont tenus, à peine de dommages-intérêts de faire, sous leur signature, mention sur le chèque du protêt avec sa date ». Cette disposition ne se trouve pas dans la loi uniforme.

En résumé, le chapitre relatif à la transmission du chèque est tout entier nouveau en un certain sens. C'est, en effet, la première fois, en France, qu'une loi sur le chèque traite de cette question : antérieurement, le législateur se bornait à renvoyer aux dispositions relatives à la lettre de change. Mais entre les deux titres, il y a, semble-t-il, des différences fondamentales ; de sorte que la jurisprudence devait faire une adaptation qui n'allait pas sans difficultés. Dans le système de la loi uniforme et du décret-loi, le législateur, a, suivant la méthode des pays germaniques, réglementé la question dans tous ses détails et ses aspects. Cela n'a été possible que par suite des études des innombrables conférences qui se sont tenues depuis une cinquantaine d'années, et dans lesquelles toutes les opinions et tous les usages se sont confrontés. Ce système a de grands avantages : il diminuera le nombre des procès, du fait que bien des questions sujettes à controverse sont aujourd'hui tranchées et il rendra moins aléatoire la solution de ceux qui seront cependant engagés.

Il ne s'éloigne pas sensiblement des solutions qui étaient déjà admises en France ; mais son grand mérite, à notre sens, est de rattacher ces solutions à une conception maîtresse : à savoir que le chèque est un titre formel, dont le statut est, jusqu'en ses détails, réglementé par voie d'autorité et qui se suffit à lui-même, sans qu'on ait à rechercher les causes et les conditions qui ont présidé à son émission ou à sa transmission. Il faut et il suffit que le chèque soit régulier en la forme, comme le billet de banque.

Cependant cette conception si intéressante n'a pas été admise avec toutes ses conséquences. Nous n'en voulons pour preuve que l'article 22 qui est un compromis entre des tendances diverses « Les personnes actionnées en vertu du

chèque ne peuvent pas opposer au porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec le tireur ou avec les porteurs antérieurs, à moins que le porteur, en acquérant le chèque, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur. Dans son ensemble, cet article est la traduction de l'idée que le chèque est un titre formel : mais il réserve cependant l'application de l'adage : *Fraus omnia corrumpit*.

§ 3. — *De l'aval*.

Cette matière n'était pas traitée dans la législation du chèque antérieure au décret-loi. Elle l'était dans celle de la lettre de change et ici, comme pour l'endossement, les règles applicables en matière de lettre de change avaient été étendues au chèque, *mutatis mutandis*. Dans la loi uniforme et le décret-loi, la question est désormais entièrement réglementée, mais, en somme, avec les solutions qui avaient prévalu : de sorte que les dispositions que nous allons signaler sont à la fois nouvelles et anciennes, selon le point de vue auquel on se place : nouvelles en ce sens que jusque-là elles ne figuraient pas dans la législation du chèque ; anciennes en ce qu'elles n'introduisent pas d'innovations de fonds bien notables.

Article 25. — Le paiement d'un chèque peut être garanti pour tout ou partie de son montant par un aval. Cette garantie est fournie par un tiers, sauf le tiré, ou même par un signataire du chèque.

A La Haye, en 1912, la question de savoir si un chèque pouvait être garanti par un aval fut discutée. L'affirmative l'emporta. En principe, lit-on dans le rapport du Comité Central (Actes I, 1912, p. 201), l'aval ne devrait pas être admis. Le chèque, en effet, suppose provision ; le

paiement n'a donc pas à être garanti par un tiers. Cependant le cas suivant peut se présenter : une personne résidant dans une ville a en sa possession un chèque tiré sur une autre ville ; elle présente ce titre à l'escompte d'une banque du lieu de sa résidence. Cette banque, ignorant s'il y a provision, ne veut pas escompter le chèque, s'il n'est pas garanti par une personne solvable connue d'elle. Dans ce cas... l'aval peut se justifier. C'est ce qu'a pensé aussi le Comité et il a admis l'aval du chèque...

Le principe de l'aval admis, il ne restait plus qu'à en déterminer les formes et les effets : c'est l'objet des articles 26 et 27.

Article 26. — L'aval est donné soit sur le chèque ou sur une allonge, soit par un acte séparé indiquant le lieu où il est intervenu. Il est exprimé par les mots « bon pour aval » ou par toute autre formule équivalente ; il est signé par le donneur d'aval. Il est considéré comme résultant de la seule signature du donneur d'aval, apposée au recto du chèque, sauf quand il s'agit de la signature du tireur. L'aval doit indiquer pour le compte de qui il est donné. A défaut de cette indication, il est réputé donné pour le tireur.

Le texte de l'article 26 n'est pas tout à fait conforme à celui de la loi uniforme : dans celle-ci, l'aval ne peut être donné que sur le chèque ou sur une allonge ; mais l'aval par acte séparé est d'un usage courant en France et le décret-loi le conserve. C'est une atteinte à la conception que le chèque est un titre formel. Dans ce cas, l'aval doit indiquer le lieu où il a été donné, afin qu'au regard de la législation qui le régit, on puisse se rendre compte qu'il est valable. Si l'aval est donné sur le chèque, il doit l'être au recto, sauf s'il s'agit de la signature du tireur, car alors sa por-

tée n'apparaîtrait pas clairement ; sauf indication expresse, il est réputé donné pour le tireur, ce qui est logique.

Article 27. — Le donneur d'aval est tenu de la même manière que celui dont il s'est porté garant. Son engagement est valable, alors même que l'obligation qu'il a garantie, serait nulle pour toute autre cause qu'un vice de forme. Quand il paye le chèque, le donneur d'aval acquiert les droits résultant du chèque contre le garanti et contre ceux qui sont tenus envers ce dernier en vertu du chèque.

Dans l'ensemble, ces solutions étaient déjà admises dans notre droit. Soulignons seulement que le principe de l'indépendance des signatures et du caractère formaliste du chèque apparaît nettement dans le deuxième alinéa de l'article 27 : l'engagement du donneur d'aval est valable, alors même que l'obligation qu'il a garantie serait nulle pour toute autre cause qu'un vice de forme.

En résumé, pour l'aval, nous pourrions répéter ce que nous avons dit au sujet de la transmission du chèque. La question est intégrée dans la législation du chèque, alors qu'antérieurement elle lui était extérieure : mais les solutions sont au fond peu modifiées.

§ 4. — *De la présentation et du paiement.*

C'est là une partie naturellement très importante de la loi uniforme et du décret-loi et qui présente quelques innovations assez notables.

Article 2. — Le chèque est payable à vue. Toute mention contraire est réputée non écrite. Le chèque présenté au paiement avant le jour indiqué comme date d'émission est payable le jour de la présentation.

Dans la loi de 1865, il était déjà spécifié que le chèque

ne peut être tiré qu'à vue, c'est la conséquence de ce fait que le chèque est un procédé de paiement. Mais que décider si une mention contraire était inscrite sur le chèque ? Sans doute cela devait-il se présenter bien rarement en France, car il y avait des amendes fiscales ; mais la chose était fréquente à l'étranger, par exemple en Egypte. Deux sanctions étaient possibles : l'une consistait à dire qu'on n'était pas alors en face d'un chèque, car il n'eut pas été raisonnable de permettre au porteur de demander le paiement du chèque avant l'échéance (La Haye 1912) ; l'autre constituait à tenir la clause pour non écrite, c'est-à-dire que le tiré sera tenu de payer immédiatement s'il y a provision, ce qui sera sans doute rare, soit d'exercer tous ses recours en cas de non paiement. Il en résulte que si un chèque est présenté au paiement avant le jour indiqué comme date d'émission, il est payable le jour de la présentation, mais, en fait, le tiré devra bien se garder de payer, car l'article 64 du décret-loi le frappe personnellement et sans recours d'une amende de 6 %. Il y a un défaut d'harmonie entre l'article 28 et l'article 64.

Même solution pour la postdate, fréquente en France pour des raisons que nous avons déjà indiquées. Mais comment la dépister si le porteur, d'accord avec le tireur, garde le chèque en son tiroir jusqu'à la date supposée de l'émission ?

Il est d'un usage relativement fréquent que le tireur avertisse le tiré qu'un chèque de telle somme a été émis sur lui. Cette pratique n'est pas illicite ; mais elle ne peut pas affecter les droits du porteur qui, à défaut de paiement à vue, peut exercer ses recours.

Il est de la nature du chèque d'être payable à vue : il est en conséquence logique de décider que toute clause

qui va à l'encontre soit tenue pour non écrite, surtout si l'on admet que le chèque est un titre formel dont le statut est d'ordre public.

« Article 29. — Le chèque émis et payable dans la France métropolitaine doit être présenté au paiement dans le délai de huit jours. Le chèque émis hors de la France métropolitaine doit être présenté dans un délai soit de vingt jours, soit de soixante-dix jours, selon que le lieu d'émission se trouve situé en Europe ou hors d'Europe.

« A cet égard, les chèques émis dans un pays riverain de la Méditerranée sont considérés comme émis en Europe. Le point de départ des délais sus-indiqués est le jour porté sur le chèque comme date d'émission. »

Cet article est d'ordre réglementaire ; il adapte à la France les dispositions de la loi commune. Il institue un état de choses nouveau : dans la législation antérieure, le porteur d'un chèque devait en réclamer le paiement dans le délai de cinq jours y compris le jour de la date, si le chèque était tiré de la place sur laquelle il était payable, et dans le délai de huit jours, y compris le jour de sa date, s'il était tiré d'un autre lieu. Actuellement, on ne distingue plus si le chèque est ou non déplacé : le délai est uniforme. En outre, dans la législation antérieure, il n'était pas prévu de délais de prolongation pour les chèques venant de loin : d'où de sérieuses difficultés. Actuellement, la question est réglée en fonction des moyens de communication. Cette réglementation ne laisse pas de place à l'appréciation des tribunaux, elle est essentiellement formaliste. En Angleterre et aux Etats-Unis, le chèque doit être présenté dans un délai raisonnable. Il y a donc une large place pour l'appréciation des juges ; en fait, la jurisprudence est fixée pour presque toutes les hypothèses possibles. Cependant, le sys-

tème continental paraît préférable, car il renseigne d'avance chacun sur ses droits et devoirs.

« Article 30. — Lorsqu'un chèque payable en France est émis dans un pays où est en usage un calendrier autre que le calendrier grégorien, le jour de l'émission sera ramené au jour correspondant au calendrier grégorien. » Cet article d'ordre tout à fait réglementaire se passe de commentaire.

« Article 31. — La présentation à une Chambre de Compensation équivaut à la présentation au paiement. » Ce texte est intéressant en ce qu'il tend au règlement des chèques sans maniement de fonds. Il appartient à chaque pays d'indiquer les institutions qui doivent être considérées comme Chambres de Compensation. En France, c'est à tout le moins la Banque de France et la Chambre de Compensation des banquiers de Paris.

« Article 32. — Le tiré peut payer même après l'expiration des délais de présentation. Il n'est admis d'opposition au paiement du chèque par le tireur qu'en cas de perte du chèque ou de faillite du porteur. Si, malgré cette défense, le tireur faisait une opposition pour d'autres causes, le juge des référés, même dans le cas où une instance au principal serait engagée, devra sur la demande du porteur, ordonner la main-levée de cette opposition. »

Le premier alinéa de ce texte est rédigé de façon bizarre ; mais c'est qu'il touche à une matière où les divergences entre les législations sont profondes : la révocation du chèque. En Angleterre et aux Etats-Unis, la révocation du chèque par le tireur est toujours possible jusqu'à son encaissement. C'est que le chèque s'analyse comme un mandat et que le tiré doit toujours être aux ordres du tireur. A La Haye, le délégué anglais déclarait que cette

faculté n'entraînait pas d'abus et en évitait beaucoup. Le tireur qui révoquerait indûment s'exposerait à des dommages-intérêts et à des pénalités. Selon le système français de la provision, le porteur acquiert, par l'acquisition du chèque, un droit direct envers le tiré qui, par conséquent, ne doit pas, sauf dans quelques cas exceptionnels, se conformer à l'ordre de révocation du tireur, que cet ordre ait été donné pendant le délai de présentation ou après. La loi allemande et les lois des pays qui, en cette matière, ont adopté les mêmes principes, consacrent un système intermédiaire. Ces lois stipulent que la révocation pourra avoir lieu avant l'expiration du délai de présentation, mais que la révocation n'a d'effet qu'après l'expiration de ce délai. Comme ces lois ne reconnaissent au porteur aucun droit envers le tiré, celui-ci ne risque, en général, d'éprouver des conséquences fâcheuses que s'il obéit volontairement à un ordre de révocation.

D'où la formule sybilline de l'alinéa premier. Il y a d'ailleurs un manque d'harmonie entre cet alinéa et l'article 66 du décret-loi : d'après l'alinéa, le tiré peut payer après l'expiration des délais de présentation ; d'après l'article, il doit payer s'il a provision et cela sous des peines graves.

Pour le surplus, l'article ne fait que reproduire l'état de droit antérieur (article 12 de la loi de 1865 modifiée par la loi du 12 août 1926) : « Les seuls cas d'opposition licites au paiement d'un chèque sont ceux de la perte ou du vol du chèque et de la faillite du porteur. Dans le cas de vol ou de perte du chèque, c'est le tireur ou le porteur déposé qui fait opposition entre les mains du tiré ; dans le cas de faillite du porteur, c'est le syndic de la faillite, afin d'empêcher que la masse de la faillite ne soit frustrée »

(Léon Deschamps, loc. cit., p. 104). Ces dispositions ne sont que la suite logique de la conception française en matière de provision.

« Article 33. — Ni le décès du tireur ni son incapacité survenant après l'émission ne touchent aux effets du chèque. » Ceci est normal du moment que l'on considère que dès réception du chèque la propriété de la provision passe au porteur, et c'est une sûreté de plus pour le chèque. Il va de soi que dans les pays qui voient un mandat dans le chèque, la solution est différente. Cette règle ne figurait pas expressément dans notre droit, mais elle était admise en doctrine et en jurisprudence, sauf quand la remise d'un chèque à la veille de la mort révélait l'intention de tourner une loi d'ordre public, par exemple pour avantager un enfant au delà de la quotité disponible.

« Article 34. — Le tiré peut exiger, en payant le chèque, qu'il lui soit remis acquitté par le porteur. Le porteur ne peut pas refuser un paiement partiel. Si la provision est inférieure au montant du chèque, le porteur a le droit d'exiger le paiement jusqu'à concurrence de la provision. En cas de paiement partiel, le tiré peut exiger que mention de ce paiement soit faite sur le chèque et qu'une quittance lui en soit donnée. Cette quittance délivrée sur titre séparé jouit, à l'égard du droit de timbre, de la même dispense que la quittance donnée sur le chèque lui-même. Les paiements partiels sur le montant d'un chèque sont à la décharge des tireurs et endosseurs. Le porteur est tenu de faire protester le chèque pour le surplus. »

Cet article contient d'importantes innovations.

Dans la législation antérieure, le chèque devait être acquitté par le porteur sous peine d'une amende de 50 fr. Celui qui paie un chèque sans exiger qu'il soit acquitté est

passible personnellement et sans recours d'une amende de 50 francs (art. 7 de la loi du 19 février 1874).

L'acquit n'est plus obligatoire depuis le décret-loi ; par suite, l'amende est supprimée ; « toutefois, il va de soi, écrit M. Léon Deschamps, qu'un tiré prudent exigera que le chèque soit acquitté au moment du paiement pour légitimer sa détention du chèque et qu'il devra aussi, en principe, exiger qu'il soit daté pour éviter toute contestation quant à la date du paiement, notamment en cas de faillite du porteur » (loc. cit., p. 105).

Dans la législation antérieure, le porteur avait une option : il pouvait soit recevoir le paiement à concurrence de la provision, soit refuser tout paiement (art. 2 de la loi du 14 juin 1865 modifiée par la loi du 12 août 1926).

Actuellement, il a l'obligation de recevoir un paiement partiel quel qu'il soit. Mais diverses questions se posent ici : le tiré doit-il offrir au porteur le montant de la provision qui est en ses mains, ou doit-il rester passif et se contenter de payer à concurrence, si le porteur le demande ? A notre sens, en cas de provision insuffisante, le tiré ne doit pas se borner à répondre qu'il n'y a pas provision : il doit indiquer qu'il y a provision à concurrence de... ; son rôle peut se borner là ; c'est au porteur à réclamer le paiement. Toutefois, cette solution de principe ne pourrait peut-être pas être admise dans tous les cas : on devrait tenir compte de la qualité du porteur. Peut-être même conviendrait-il de décider que le tiré doit toujours offrir le paiement, car c'est un professionnel puisque c'est une banque.

Dans le système de la loi du 12 août 1926, dans le cas où le porteur refusait tout paiement, la banque était obligée d'immobiliser la somme disponible et de la tenir à la

disposition exclusive du porteur. Et cela sous de sévères sanctions de 500 francs à 10.000 francs d'amende.

M. Pierre Belguise trouve tout à fait satisfaisante la loi du 12 août 1926 dans ses dispositions relatives au paiement partiel, parce que cette loi s'attache à avantager autant que faire se peut la position du porteur (*Les innovations de la loi du 12 août 1926 en matière de chèque*, Paris 1928).

Depuis le décret-loi, le tiré n'a pas à bloquer la provision en faveur du porteur. Ce dernier ne peut s'en prendre qu'à lui-même de n'avoir pas exigé le paiement ou de l'avoir refusé s'il lui a été offert. Telle est du moins l'opinion de M. Léon Deschamps, mais peut-être ne s'impose-t-elle pas. L'immobilisation de la provision existante serait très avantageuse pour le porteur, qui a bien droit à quelque faveur, étant la personnalité qui a le moins d'intérêt dans le système de règlement par chèque.

Pour le surplus, l'article reproduit le droit préexistant.

« Article 35. — Celui qui paie un chèque sans opposition est présumé valablement libéré. Le tiré qui paie un chèque endossable est obligé de vérifier la régularité de la suite des endossements, mais non la signature des endosseurs. »

Ce texte ne fait que consacrer les solutions déjà admises, soit en législation, soit en jurisprudence. Le paiement du chèque doit être rapide. Le tiré ne peut vérifier que la signature du tireur dont il a un spécimen. Il ne peut pas vérifier la signature des endosseurs qu'il ne connaît pas. D'autre part, sauf exceptions, il n'a pas à exiger de pièces d'identité du porteur. Voici quelques extraits de l'exposé des motifs : « En cette matière, il n'est apporté aucune modification aux solutions admises par la doctrine et la jurisprudence françaises ».

« Article 36. — Lorsqu'un chèque est stipulé payable en une monnaie n'ayant pas cours en France, le montant peut en être payé, dans le délai de présentation du chèque, d'après sa valeur en francs au jour du paiement. Si le paiement n'a pas été effectué à la présentation, le porteur peut, à son choix, demander que le paiement du chèque soit payé en francs d'après le cours, soit du jour de présentation, soit du jour du paiement. Les usages français pour la cotation des différentes monnaies étrangères dans lesquelles sont libellés les chèques doivent être suivis pour déterminer la valeur de ces monnaies en francs. Toutefois, le tireur peut stipuler que la somme à payer sera calculée d'après un cours déterminé dans le chèque. Les règles ci--énoncées ne s'appliquent pas au cas où le tireur a stipulé que le paiement devra être fait dans une certaine monnaie indiquée (clause de paiement effectif en une monnaie étrangère). Si le montant du chèque est indiqué dans une monnaie ayant la même dénomination, mais une valeur différente dans le pays d'émission et dans celui du paiement, on est présumé s'être référé à la monnaie du lieu de paiement. »

Cet article reproduit en l'adaptant au chèque l'article 138 nouveau sur la lettre de change. Dans le rapport du Comité de rédaction, il est dit que cet article a été adopté après des discussions approfondies, pendant lesquelles des opinions différentes ont été émises. Selon les uns, aussi bien le caractère du chèque, moyen de paiement, que l'intention présumée des parties conduisaient à la solution d'après laquelle le chèque serait payable dans la monnaie indiquée dans le titre quand bien même celui-ci ne porterait pas de clause de paiement effectif. Selon les autres, il n'y aurait pas lieu, en ce qui concerne le chèque, de déroger à la loi uniforme sur la lettre de change... La Conférence s'est

prononcée pour cette dernière solution. Il nous semble qu'elle n'apporte pas d'innovation bien nette à l'état de la jurisprudence française qu'elle a cependant le mérite de préciser. Dans des circonstances exceptionnelles, les États pourront ne pas tenir compte de la clause de paiement effectif en une monnaie étrangère.

Le chapitre de la présentation et du paiement se termine dans le décret-loi par des articles qui n'existent pas dans la loi uniforme, mais qui ont été introduits dans notre droit en vertu de l'article 16. dernier alinéa de l'annexe II. qui laisse aux Hautes Parties contractantes la faculté de régler les mesures à prendre en cas de perte ou de vol du chèque, et d'en déterminer les effets juridiques. Ce sont les articles 36 *a*, 36 *b*, 36 *c*, 36 *d*. En voici le texte :

« Article 36 *a*. — En cas de perte du chèque, celui à qui il appartient peut en poursuivre le paiement sur un second, troisième, quatrième, etc. Si celui qui a perdu le chèque ne peut représenter le second, troisième, quatrième, etc., il peut demander le paiement du chèque perdu et l'obtenir par ordonnance du juge en justifiant de sa propriété par ses livres et en donnant caution. »

« Article 36 *b*. — En cas de refus de paiement, sur la demande formée en vertu de l'article précédent, le propriétaire du chèque perdu conserve tous ses droits par un acte de protestation. Cet acte doit être fait au plus tard le premier jour ouvrable qui suit l'expiration du délai de présentation. Les avis prescrits par les articles 42 doivent être donnés au tireur et aux endosseurs dans les délais fixés par cet article. »

« Article 36 *c*. — Le propriétaire du chèque égaré doit, pour s'en procurer un second, s'adresser à son endosseur immédiat qui est tenu de lui prêter son nom et ses soins

pour agir envers son propre endosseur, et ainsi en remontant d'endosseur à endosseur jusqu'au tireur du chèque. Le propriétaire du chèque égaré supportera les frais.

« Article 36 *d*. — L'engagement de la caution mentionné dans l'article 36 *a* est éteint après six mois si, pendant ce temps, il n'y a eu ni demandes ni poursuites en justice. »

M. Léon Deschamps a fait une critique assez serrée de ces dispositions. Elles sont la reproduction de celles du décret sur la lettre de change, visant le cas de perte d'une lettre de change non acceptée. Il faut avouer qu'elles paraissent d'ailleurs assez mal ajustées et qu'elles gardent l'empreinte de l'obscurité et du mauvais agencement des textes anciens du Code de Commerce régissant cette matière pour la lettre de change.

Ce jugement d'ensemble est suivi d'observations de détail fort judicieuses. Aux termes de l'article 36 *a*, alinéa 2, celui qui a perdu le chèque et ne peut présenter un duplicatum peut obtenir le paiement sur ordonnance du juge dans certaines conditions, mais l'article 36 *b* décide que, pour conserver ses droits, le propriétaire dépossédé devra faire dresser un acte de protestation au plus tard le premier jour ouvrable suivant l'expiration du délai de présentation. Or, on sait que le délai de présentation est de huit jours pour les chèques de France sur France. Comment pourrait-il faire dresser l'acte de protestation en temps utile, s'il doit attendre d'avoir obtenu une ordonnance et exiger paiement en vertu de cette ordonnance ?

Mais peut-être cette interprétation des textes n'est-elle pas la vraie. Le propriétaire dépossédé pourrait commencer par faire l'acte de protestation à l'effet de maintenir ses droits et ensuite se pourvoir devant le juge pour les rendre effectifs.

Notons enfin que l'ordonnance dont il s'agit peut être rapidement obtenue. Cependant, il faut reconnaître que les textes ne sont pas clairs. « Voilà donc, écrit M. Deschamps, le porteur dépossédé exposé au risque de déchéance à l'égard de ses garants, sans que non seulement il soit spécifié qu'il pourra faire dresser son acte de protestation avant l'obtention de l'ordonnance de paiement ou de la demande formée en vue de l'obtenir, mais alors que le texte semble indiquer le contraire. »

M. Léon Deschamps estime qu'il serait beaucoup plus simple d'édicter qu'en cas de perte du chèque, le propriétaire dépossédé, pour sauvegarder ses droits, devra d'une part faire opposition immédiatement entre les mains du tiré et d'autre part, pour conserver ses recours contre ses garants, donner avis de la perte du chèque à son endosseur et au tireur dans le délai de présentation, l'endosseur devant lui-même donner avis à son propre endosseur dans un court délai et ainsi de suite jusqu'au tireur : que par ailleurs, en ce qui concerne le paiement du chèque, il pourra l'obtenir par ordonnance du juge, en produisant ses livres et en appelant en cause, au besoin, son endosseur et le tireur, ou en y appelant ou faisant appeler tout autre endosseur, et à la condition, en outre, de fournir caution en vue du cas où un porteur légitime viendrait à présenter le chèque au paiement par la suite » (Léon Deschamps, loc. cit., p. 110).

La question de la perte du chèque et des conséquences qui s'ensuivent est délicate à régler, car il y a des droits antagonistes à sauvegarder et qui peuvent tous être légitimes ; par exemple : droits du porteur indûment dépossédé, et d'un nouveau porteur légitime. M. Bouteron donne un aperçu des diverses législations sur ce sujet : France, avant le décret-loi, Allemagne, Autriche, Chili, Hongrie. Toutes

sont assez complexes et coûteuses (*Le chèque, théorie et pratique*, p. 444 et suiv.)

Heureusement, comme l'écrit encore M. Deschamps, dans la pratique, les difficultés résultant de la perte d'un chèque se règlent, en général assez facilement, en dehors de toute procédure. Après que le propriétaire du chèque égaré ou que le tireur a fait opposition à son paiement entre les mains de la banque tirée, la Banque accepte le plus souvent de libérer la provision au profit d'un nouveau chèque, remplaçant celui adiré, contre caution fournie par le tireur pour la garantie des conséquences de la présentation du chèque adiré par un porteur légitime ou même simplement sur une lettre de garantie fournie par le tireur, lorsque sa solvabilité inspire à la banque une suffisante confiance. Si la perte du chèque est le fait du porteur et non du tireur, ce dernier se fait de lui-même garantir, le cas échéant, par le porteur auquel la perte incombe, en raison de la garantie qu'il a lui-même donnée à la banque. » (Léon Deschamps 1. oc. cit. p. 110).

D'après M. Bouteron, les banques sont moins exigeantes encore : elles se bornent à demander au tireur un reçu motivé et au bénéficiaire une lettre de désistement de ses droits sur la provision, dans l'hypothèse la plus fréquente où c'est le tireur qui présumant que le chèque s'est perdu en cours de route, prend l'initiative de demander le remboursement du titre. Dans le cas, au contraire, où c'est le bénéficiaire qui veut obtenir le remboursement, les banques exigent également de ce bénéficiaire un reçu motivé, mais elles demandent en outre une déclaration de conformité de la part du tireur. » (*Le chèque, théorie et pratique* p. 447).

En somme, du point de vue théorique, la question de la perte d'un chèque n'est pas heureusement réglée dans le

décret-loi ; il subsiste beaucoup d'obscurités et de difficultés ; mais, dans la pratique, les choses s'arrangent généralement sans trop d'ennuis et de débours. En dernière analyse, et sauf preuve contraire, on peut soutenir que la perte doit incomber au porteur dépossédé, comme en matière de billet de banque. C'est la solution du Japon.

Jusqu'au décret-loi, la caution qui devait être fournie, était dégagée seulement au bout de trois ans ; désormais, elle l'est au bout de six mois (art. 36 d.), si, pendant ce temps, il n'y a eu ni demande ni poursuite en justice. La durée de l'engagement de la caution coïncide maintenant avec la durée de la prescription en matière de chèque, qui est de six mois à partir de l'expiration du délai de présentation.

Il n'en était pas ainsi avant le décret-loi : la caution était dégagée après trois ans : mais la prescription en matière de chèque était de cinq ou de trente ans, selon qu'il était commercial ou civil : d'où une question très délicate : la caution une fois fournie et le chèque payé, si le porteur de l'effet survient contre toute attente et justifie de sa qualité, doit-on lui reconnaître un droit d'action contre le tireur ? Dans un premier système, écrit M. Bouteron, on admet que le porteur absent, s'il se représente, continue à exercer le droit né du chèque : on pourra donc, pendant cinq ans (ou trente ans) attaquer le tireur qui s'est dessaisi de la provision en faveur d'un faux ayant-droit... Dans un autre système, au contraire, on décide que le tireur ne peut plus être recherché par le porteur, car le paiement a été effectué sur ordonnance du juge et ce paiement est libératoire... M. Bouteron penche pour la seconde solution (Le chèque, théorie et pratique p. 445-46).

Dans le décret-loi, il semble bien que le banquier tiré

qui a payé un duplicatum sous la garantie d'une caution le montant du chèque adiré, soit désormais dégagé de tout risque après l'expiration de l'engagement de la caution, puisque les actions du porteur paraissent se trouver éteintes en vertu de la prescription.

Pour M. Léon Deschamps, cela n'est pas sûr et en voici la raison : le système du décret, en ce qui concerne la durée de l'engagement de la caution, cadre bien avec celui de la loi uniforme de Genève qui ignore la provision et son transfert par voie d'endossement, ou par la transmission du chèque de la main à la main s'il est au porteur, de telle sorte que le porteur n'a, en principe, d'action, en cas de non-paiement, que contre les endosseurs et le tireur et non contre le tiré qui n'a pas le droit d'accepter le chèque. Au contraire, ce système s'adapte imparfaitement à l'institution, maintenue dans notre droit, du transfert de la propriété de la provision au bénéfice du porteur par l'endossement du chèque ou sa transmission de la main à la main, quand il est au porteur. En effet, par l'opposition au paiement qu'il reçoit, en raison de la perte du chèque, le tiré est avisé de l'émission du chèque et par conséquent du transfert de propriété de la provision qui en est résulté dès l'instant de l'émission du chèque ; ne va-t-il pas, en raison de la connaissance de ce transfert de propriété, être tenu éventuellement à l'égard d'un porteur légitime même au-delà du délai de prescription de six mois, étant donné que cette prescription atteint les actions résultant du chèque, et non celles résultant de la créance du tireur contre le tiré, transmise au porteur et qui constitue la provision ? Il eut fallu décider expressément que, malgré le transfert de la propriété de la provision, le tiré ayant payé un chèque adiré, sur duplicatum, est dégagé de toute responsabilité six mois après ce

paiement, même à l'égard d'un porteur qui serait reconnu porteur légitime (loc. cit. p. 111).

Il est certain qu'il y a une antinomie fondamentale entre la conception qui a prévalu dans la loi uniforme et le système français de la provision au porteur. D'où des dispositions plus ou moins contradictoires dans le décret-loi qui ne manqueront pas de faire naître un certain nombre de difficultés. C'est le vice fondamental des textes élaborés dans les Conférences internationales qui essaient de concilier l'inconciliable. La doctrine serait assez disposée en France à abandonner le système français de la provision ; mais le commerce et la banque y sont fort attachés, car il assure une situation de privilège au porteur de chèque en cas de faillite du tireur : il vient par préférence au lieu de venir au marc le franc.

Dans ce chapitre de la présentation et du paiement, les innovations ne manquent pas : fixation nette des délais de présentation selon les cas ; le chèque peut n'être plus acquitté ; le porteur ne peut pas refuser un paiement partiel : l'engagement de la caution est éteint au bout de six mois.

Le défaut essentiel de ce chapitre, c'est de manquer un peu de cohésion : il emprunte beaucoup aux législations germaniques qui voient dans le chèque un titre formel, mais il n'abandonne pas la thèse française relative à la propriété de la provision.

§ 5. — *Du chèque barré.*

Notons d'abord que l'intitulé du chapitre V n'est pas identique dans la loi uniforme et dans le décret-loi : dans l'une, il est question du chèque barré et du chèque à porter en compte ; dans l'autre, du chèque barré seulement. C'est que notre législation ne connaît pas le chèque de virement

des pays allemands et le commerce ne le réclame pas. « Il résulte de l'enquête qui a été faite par le Ministère du Commerce dans les milieux intéressés que le chèque barré, dont l'usage est bien établi en France, atteint pleinement le but qui lui est assigné, surtout quand il est revêtu d'un barrement spécial et qu'il n'y a pas lieu d'introduire dans notre législation une nouvelle forme de chèque, inspiré du droit allemand « *nur zur verruchnung* » (par compensation seulement) » (Exposé des motifs). Cependant, les mandats rouges de la Banque de France se rapprochent de ce chèque.

Quant au chèque barré, il est d'origine anglaise. Dans ce pays, c'est essentiellement un facteur de sécurité. Il a été introduit en France par la loi du 30 décembre 1911 et littéralement copié sur l'Angleterre. Naturellement, il est en France, comme chez nos voisins, un facteur de sécurité ; mais il est aussi un facteur de compensation, parce qu'il met forcément en présence deux banquiers : l'un qui est tiré, l'autre qui est présentateur.

Le décret-loi de 1935 n'a apporté que fort peu de modifications à l'état de droit antérieur en ce qui concerne le chèque barré. Il suffira donc de reproduire les articles qui y sont consacrés, sans les commenter longuement.

« Article 37. — Le tireur ou le porteur d'un chèque peut le barrer avec les effets indiqués dans l'article suivant.

« Le barrement s'effectue au moyen de deux barres parallèles apposées au recto. Il peut être général ou spécial.

« Le barrement est général s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou la mention « banquier » ou un terme équivalent ; il est spécial si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres. Le barrement général peut

être transformé en barrement spécial, mais le barrement spécial ne peut être transformé en barrement général. Le biffage du barrement ou du nom du banquier désigné est réputé non avenu. »

Cet article reproduit presque textuellement les alinéas 1, 2, 3 et 5 de l'article 9 de la loi française du 14 juin 1865 modifiée par la loi du 30 décembre 1911. Mais dans l'état de droit antérieur au décret, on admettait que le tireur pouvait effacer le barrement ou le nom du banquier, à la condition d'en faire mention sur l'effet et de la signer. Seul le porteur ne le pouvait pas à cause de l'alinéa 5 de l'article 9. Désormais le biffage du barrement est impossible, même de la part du tireur : les termes du décret-loi sont, en effet, absolus. Cette solution est préférable, car elle remédie à une fraude possible qui consistait pour le voleur d'un chèque barré à annuler le barrement en imitant la signature du tireur. En conséquence, le biffage du barrement est aujourd'hui interdit à tous, aussi bien au tireur qu'au porteur : c'est la seule innovation de cet article.

« Article 38. — Un chèque à barrement général ne peut être payé par le tiré qu'à un banquier ou à un client du tiré. Un chèque à barrement spécial ne peut être payé par le tiré qu'au banquier désigné, ou, si celui-ci est le tiré, qu'à son client. Toutefois, le banquier désigné peut recourir pour l'encaissement à un autre banquier. Un banquier ne peut acquérir un chèque barré que d'un de ses clients ou d'un autre banquier. Il ne peut l'encaisser pour le compte d'autres personnes que celles-ci. Un chèque portant plusieurs barrements spéciaux ne peut être payé par le tiré que dans le cas où il s'agit de deux barrements dont l'un pour encaissement par une Chambre de Compensation. Le tiré ou le banquier qui n'observe pas les dispositions ci-dessus est

responsable du préjudice jusqu'à concurrence du montant du chèque. »

Dans l'ensemble, ce texte reproduit les règles essentielles déjà admises dans notre droit en matière de barrement ; mais il y apporte des précisions et des additions, tendant toutes à renforcer la sécurité résultant du barrement. Il a paru, en effet, lit-on dans l'exposé des motifs du projet de loi portant introduction dans la législation française des dispositions de la loi uniforme, il a paru à la Conférence de Genève de 1931 que la règle générale, suivant laquelle le chèque barré ne pouvait être payé qu'à un banquier ou un banquier spécialement désigné, ne suffisait pas pour indiquer clairement les effets du barrement d'une part, et cette règle paraît bien très généralement admise, le porteur client du banquier tiré peut être payé par celui-ci : il n'a donc pas besoin de s'adresser à une autre banque pour qu'elle lui serve d'intermédiaire. D'autre part, et c'est là une règle connue au moins par certains des pays admettant le chèque barré, une banque sur laquelle le chèque barré n'a pas été tiré ne doit pas acquérir ledit chèque, à moins qu'elle ne l'acquière d'un client ; de même, on ne reconnaît à la banque non tirée le droit d'encaisser un chèque barré que pour un client... Ces textes ne font d'ailleurs que codifier des principes de prudence dont la plupart des banquiers s'inspirent dans la pratique.

Comme additions, l'on doit signaler les conditions auxquelles le chèque peut être payé en cas de pluralité de barrements spéciaux. Si plusieurs banquiers sont ainsi désignés, la raison en peut être que le tireur a voulu laisser au porteur une certaine liberté de choix. Mais il se peut aussi que le tireur n'ait inscrit qu'un seul nom et que, plus tard, un ou plusieurs autres noms aient été portés illégitimement.

mement sur le chèque, peut-être en vue de faciliter le recouvrement illicite de celui-ci. D'où l'alinéa 4 : « Un chèque portant plusieurs barrements spéciaux ne peut être payé par le tiré que dans le cas où il s'agit de deux barrements dont l'un pour encaissement par une Chambre de Compensation.

« Dans le cas où le banquier payeur ne respecterait pas les prescriptions du décret, il serait responsable à concurrence du montant du chèque. Exceptionnellement, il pourrait être tenu de dommages-intérêts plus élevés dans les termes du droit commun. »

« Article 39. — Les chèques à porter en compte émis à l'étranger et payables sur le territoire français seront traités comme chèques barrés. »

A la Conférence de Genève, on avait d'abord songé à unifier les deux sortes de chèques : chèques à porter en compte et chèques barrés. Mais des difficultés se révélèrent et l'on décida de garder ces deux types de chèques.

Chaque Etat avait le choix, soit de les admettre tous deux, soit de n'en accueillir qu'un. Mais alors il fut entendu que les Etats qui n'admettraient dans leur législation que le chèque à porter en compte s'engageaient à faire produire au chèque barré émis à l'étranger et payable sur leur territoire les mêmes effets qu'à la mention « à porter en compte », et réciproquement. La France, à tort peut-être, n'a pas cru devoir introduire le chèque à porter en compte : d'où les règles de l'article 39.

En somme, le décret-loi n'a apporté que fort peu de retouches au droit du chèque barré : impossibilité du biffage du barrement, même par le tireur ; réglementation plus précise des effets du barrement ; assimilation dans certaines conditions du chèque à porter en compte au chèque barré.

§ 6. — *Du recours faute de paiement.*

Ce chapitre comprend neuf articles, mais qui ne diffèrent pas sensiblement du droit et de la jurisprudence antérieurs, sauf sur la question des avis successifs que doivent se donner les endosseurs. Ils reproduisent, *mutatis mutandis*, les dispositions relatives à la lettre de change.

« Article 40. — Le porteur peut exercer ses recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés si le chèque présenté en temps utile n'est pas payé et si le refus de paiement est constaté par un acte authentique (protêt). »

Ce texte n'est pas tout à fait conforme à celui de la loi uniforme que voici : « Le porteur peut exercer ses recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés, si le chèque présenté en temps utile n'est pas payé et si le refus de paiement est constaté :

« 1° soit par un acte authentique (protêt) ;

2° soit par une déclaration du tiré, datée et écrite sur le chèque, avec l'indication du jour de la présentation ;

3° soit par une déclaration datée d'une Chambre de Compensation constatant que le chèque a été remis en temps utile et qu'il n'a pas été payé ».

La France estime que le moyen le plus efficace de constatation de non-paiement, c'est le protêt : d'où la formule du décret-loi. Quant au fond, l'article n'apporte pas de modification à l'état de droit préexistant : dans les conditions prévues à l'article, les endosseurs et autres obligés sont, en principe, dégagés ; mais le tireur ne l'est que s'il prouve qu'il avait provision chez le tiré au moment voulu et qu'elle a péri depuis sans sa faute.

« Article 41. — Le protêt doit être fait avant l'expiration du délai de présentation. Si la présentation a lieu le dernier

jour du délai, le protêt peut être établi le premier jour ouvrable suivant. »

D'après les principes du droit français, en cas de non-paiement du chèque, le protêt doit être dressé le lendemain du jour de la présentation du chèque, mais comme la présentation du chèque n'est pas constatée par un acte officiel, l'usage a prévalu en France de faire dresser le protêt le dernier jour du délai de présentation, quelle qu'ait été la date de ladite présentation. Le décret admet une dérogation quand le chèque est présenté le dernier jour du délai : mais il n'indique pas comment il sera justifié de cette présentation. S'agissant d'un simple fait, la preuve par tous moyens devrait être admise : mention apposée par une Chambre de Compensation, par le banquier tiré, ou protêt.

« Article 42. — Le porteur doit donner avis du défaut de paiement à son endosseur et au tireur dans les quatre jours ouvrables qui suivent le jour du protêt et, en cas de clause de retour sans frais, le jour de la présentation. Les notaires et les huissiers sont tenus, à peine de dommages-intérêts, lorsque le chèque indiquera les nom et domicile du tireur, de prévenir celui-ci dans les quarante-huit heures qui suivent l'enregistrement, par la poste et par lettre recommandée, des motifs du refus de payer. Cette lettre donne lieu, au profit du notaire ou de l'huissier, à un honoraire de 25 centimes en sus des frais d'affranchissement et de recommandation.

« Chaque endosseur doit, dans les deux jours ouvrables qui suivent le jour où il a reçu l'avis, faire connaître à son endosseur l'avis qu'il a reçu, en indiquant les noms et adresses de ceux qui ont donné les avis précédents, et ainsi de suite, en remontant jusqu'au tireur. Les délais ci-dessus indiqués courent à partir de la réception de l'avis précédent.

Lorsqu'en conformité de l'alinéa précédent un avis est donné à un signataire du chèque, le même avis doit être donné dans le même délai à son avaliseur. Dans le cas où un endosseur n'a pas indiqué son adresse ou l'a indiquée d'une façon illisible, il suffit que l'avis soit donné à l'endosseur qui le précède. Celui qui a un avis à donner peut le faire sous une forme quelconque, même par un simple renvoi du chèque. Il doit prouver qu'il a donné l'avis dans le délai imparti. Ce délai sera considéré comme observé si une lettre missive donnant l'avis a été mise à la poste dans ledit délai. Celui qui ne donne pas l'avis dans le délai ci-dessus indiqué n'encourt pas de déchéance ; il est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé par sa négligence, sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant du chèque. »

D'après l'exposé des motifs, l'article 42 qui, dans l'ensemble, reproduit la loi uniforme, constitue une innovation des plus importantes par rapport à notre droit actuel, puisqu'il substitue le système d'avis successifs que les endosseurs doivent se donner les uns aux autres au système prévu par l'article 165 du Code de Commerce actuel, suivant lequel le porteur exerçant son recours contre son cédant doit lui faire notifier son protêt et le faire citer en jugement dans les quinze jours qui suivent la date du protêt. Avec le système nouveau, les obligations, résultant des articles 165 et suivants du Code de Commerce actuel, disparaissent. Les porteurs conservent leurs droits pourvu que le protêt soit dressé à bonne date ; quant aux délais fixés pour donner les avis aux garants successifs, leur inobservation n'est plus sanctionnée par la perte automatique des recours (sanction qui paraissait excessive) mais seulement, le cas échéant, par une action en dommages-intérêts du garant contre le porteur qui ne lui a pas donné avis dans le délai prescrit. L'action

née du chèque, une fois sauvegardée par l'établissement du protêt à bonne date, ne s'éteint que par l'expiration du délai de prescription prévu par la loi uniforme et par l'article 52 du présent projet de loi.

L'article 42 qui institue un système nouveau est méticuleusement rédigé. Il indique les formalités à remplir, avec les délais dans les diverses hypothèses qui peuvent se présenter. Dans le chèque, dont la vie est très courte, il est rare qu'il y ait de nombreux endossements : de sorte que toute la cascade d'avis successifs dont il est question aura rarement l'occasion de jouer. En tous cas, la nouvelle réglementation est moins compliquée et moins onéreuse qu'elle n'était avant, puisque le porteur n'a plus à assigner dans la quinzaine du protêt. Les avis suffisent et peuvent se donner sous une forme quelconque ; mais il faut que le donneur d'avis en fasse la preuve : le moyen le plus pratique sera sans doute la lettre recommandée avec ou sans accusé de réception. Enfin, il faut bien noter que celui qui ne donne pas l'avis dans les délais prescrits n'encourt pas de déchéance : il est seulement susceptible de dommages-intérêts à concurrence du montant du chèque ; mais le préjudice résultant de sa négligence doit être démontré.

On s'est demandé si, dans le cas de clause de retour sans frais, le porteur ne devait pas aviser son endosseur et le tireur le jour même de la présentation ; mais il nous semble que le texte n'a pas cette signification et que le porteur a quatre jours ouvrables à dater de la présentation.

« Article 43. — Le tireur, un endosseur ou un avaliseur peut, par la clause « retour sans frais », sans protêt, ou toute autre clause équivalente, inscrite sur le titre et signée, dispenser le porteur, pour exercer ses recours, de faire établir un protêt. Cette clause ne dispense pas le porteur de

la présentation du chèque dans le délai prescrit ni des avis à donner. La preuve de l'inobservation du délai incombe à celui qui s'en prévaut contre le porteur. Si la clause est inscrite par le tireur, elle produit ses effets à l'égard de tous les signataires. Si elle est inscrite par un endosseur ou un avaliseur, elle produit ses effets seulement à l'égard de celui-ci. Si, malgré la clause inscrite par le tireur, le porteur fait établir le protêt, les frais en restent à sa charge. Quand la clause émane d'un endosseur ou d'un avaliseur, les frais du protêt, s'il en est dressé un, peuvent être recouvrés contre tous les signataires. »

Ce texte reproduit l'article 150 nouveau de la lettre de change. Il n'apporte que peu de changements à l'état de droit antérieur, sauf, bien entendu, ceux qui sont la conséquence de l'article précédent. Notons toutefois qu'avant le décret-loi, la clause « retour sans frais » inscrite par un endosseur produisait effet à l'égard de tous les endosseurs postérieurs, alors que depuis, elle n'a d'effet que pour l'endosseur qui l'a inscrite et signée. On n'aperçoit pas d'ailleurs quel intérêt aurait un endosseur à faire usage de cette clause, puisqu'elle l'expose aux frais de protêt et qu'elle le désarme vis-à-vis du porteur négligent.

La clause « retour sans frais » est-elle bien compatible avec la nature du chèque qui implique provision préalable et disponible ? N'emporte-t-elle pas doute sur l'existence de cette provision ? On l'a admise dans la loi uniforme : mais on sait que la plupart des pays n'ont pas la même conception que la France sur la provision. Cependant, il faut reconnaître qu'elle était connue de la pratique en France avant le décret-loi.

« Article 44. — Toutes les personnes obligées en vertu d'un chèque sont tenues solidairement envers le porteur.

Le porteur a le droit d'agir contre toutes ces personnes, individuellement ou collectivement, sans être astreint à observer l'ordre dans lequel elles se sont obligées. Le même droit appartient à tout signataire d'un chèque qui a remboursé celui-ci. L'action intentée contre un des obligés n'empêche pas d'agir contre les autres, même postérieurs à celui qui a été d'abord poursuivi. »

Cet article n'apporte pas d'innovation : il rappelle les principes de solidarité et de subrogation qui sont à la base des lettres de change, billets à ordre et chèques, et en dégage les conséquences de façon précise.

« Article 45. — Le porteur peut réclamer à celui contre lequel il exerce son recours : 1° le montant du chèque non payé ; 2° les intérêts à partir du jour de la présentation, dûs au taux légal pour les chèques émis et payables en France et au taux de 6 % pour les autres chèques ; 3° les frais de protêt, ceux des avis donnés, ainsi que les autres frais. »

Ce texte diffère légèrement de la loi uniforme en ce qui concerne l'intérêt des chèques émis et payables en France (taux légal et non 6 %). Soulignons que le porteur peut réclamer les intérêts à dater de la présentation du chèque, et non pas seulement du jour du protêt. Cette solution de faveur pour le porteur se justifie par le fait que le chèque est un moyen de paiement au comptant et non pas un moyen de crédit. Pour le surplus, le texte ne fait qu'appliquer le droit commun. Il en est de même de l'article 46 qui fixe les droits de celui qui a remboursé le chèque, mais qui ne devait pas être le payeur définitif.

« Celui qui a remboursé le chèque peut réclamer à ses garants : 1° la somme intégrale qu'il a payée ; 2° les inté-

rêts de ladite somme à partir du jour où il l'a déboursée, calculée au taux légal pour les chèques émis et payables en France, et au taux de 6 % pour les autres chèques ; 3° les frais qu'il a faits. »

Ce texte se passe de commentaires : il édicte des solutions qui vont de soi. De même encore de l'article 47 : « Tout obligé contre lequel un recours est exercé ou qui est exposé à un recours peut exiger, contre remboursement, la remise du chèque avec le protêt et un compte acquitté. Tout endosseur qui a remboursé le chèque peut biffer son endossement et ceux des endosseurs subséquents ». Sur ce dernier paragraphe, M. Léon Deschamps observe : « Il allait de soi, semble-t-il, que l'endosseur qui a remboursé pût biffer son endossement et ceux des endosseurs subséquents, puisqu'il peut exiger la remise du chèque et évidemment en faire ce qui lui plaît ».

L'article 48 prévoit le prolongement des délais en cas de force majeure : « Quand la présentation du chèque ou la confection du protêt dans les délais prescrits est empêchée par un obstacle insurmontable « prescription légale ou autre cas de force majeure », ces délais sont prolongés.

« Le porteur est tenu de donner, sans retard, avis du cas de force majeure à son endosseur et de mentionner cet avis, daté et signé de lui, sur le chèque ou sur une allonge ; pour le surplus, les dispositions de l'article 42 sont applicables. Après la cessation de la force majeure, le porteur doit, sans retard, présenter le chèque au paiement et s'il y a lieu établir le protêt. Si la force majeure persiste au delà de quinze jours à partir de la date à laquelle le porteur a, même avant l'expiration du délai de présentation, donné avis de la force majeure à son endosseur, les recours peuvent être exercés, sans que ni la présentation, ni le protêt

soient nécessaires, à moins que ces recours ne se trouvent suspendus pour une période plus longue par application des lois des 27 janvier et 24 décembre 1910, 5 août 1914 (art. 1^{er}) et 29 mars 1930. Ne sont pas considérés comme constituant des cas de force majeure, les faits purement personnels au porteur ou à celui qu'il a chargé de la présentation du chèque ou de l'établissement du protêt. »

Ce texte est analogue à celui qui est relatif à la lettre de change, sauf que en matière de chèque, le délai visé à l'alinéa 4 est de quinze jours alors qu'il est de trente jours en matière de lettre de change, ce qui s'explique par la différence de nature des deux titres.

L'article détermine quelques cas d'obstacles insurmontables (prescription légale) ; mais en principe il laisse à l'appréciation des Tribunaux ce qu'il faut entendre par « cas de force majeure. » Toutefois les Tribunaux ne peuvent pas prendre en considération les cas de force majeure purement personnels « au cours de négociations antérieures, dit l'exposé des motifs, on avait fait observer que les motifs d'équité en raison desquels il est tenu compte de la force majeure ont la même valeur, que la force majeure ait un caractère général ou personnel. Cette opinion n'a pas prévalu », avec raison, croyons-nous, car il y allait de la sécurité du chèque et de son bon fonctionnement. Son statut doit être rigide, d'application facile et les cas de force majeure purement personnels ont quelque chose de trop relatif, et par suite de discutable.

La force majeure cesse d'être un obstacle aux recours quand elle dure plus de quinze jours. Le risque du cas de force majeure incombe aux garants après ce délai, sauf application des lois des 27 janvier et 24 décembre 1910, 5 août 1914 (art. 1^{er}) et 29 mars 1930.

En résumé, dans ce chapitre VI relatif aux recours faute de paiement il n'y a qu'une innovation vraiment importante ; c'est celle qui figure à l'article 42 et qui a trait aux modalités de ces recours. Le système nouveau est plus simple et surtout moins onéreux que celui qui existait précédemment en France.

§ 7. — *De la pluralité d'exemplaires*

La législation antérieure ne prévoyait pas expressément la pluralité d'exemplaires en matière de chèques ; mais en fait l'institution existait, quoique rare, par préférence aux dispositions relatives à la lettre de change. Le décret-loi règle la question de façon précise, mais sans s'écarter sensiblement de l'état de droit antérieur. Il n'y a que deux articles sur la matière : les articles 49 et 50.

Article 49. — Sauf les chèques au porteur, tout chèque émis dans un pays et payable dans un autre pays ou dans une partie d'outre-mer du même pays et vice-versa, ou bien émis et payable dans la même partie ou dans diverses parties d'outre-mer du même pays, peut être tiré en plusieurs exemplaires identiques. Lorsqu'un chèque est établi en plusieurs exemplaires, ces exemplaires doivent être numérotés dans le texte même du titre, faute de quoi chacun d'eux est considéré comme un chèque distinct.

Il résulte de cet article :

1°) Que les chèques au porteur ne peuvent pas être tirés en plusieurs exemplaires ; les possibilités de fraude seraient trop grandes.

2°) Que la faculté de tirer en plusieurs exemplaires ne vise, en somme, que les chèques interocéaniques et leurs analogues. Dans la pratique, comme le dit l'exposé des mo-

tifs, le tirage des chèques en plusieurs exemplaires ne présente d'intérêt, au point de vue de la sécurité des échanges commerciaux, que pour les chèques internationaux ou pour les chèques tirés d'un pays sur un de ses territoires d'outre-mer et vice-versa, ou bien dans diverses parties d'outre-mer d'un même pays. Bref la pluralité d'exemplaires en matière de chèques existe rarement et le texte indique d'une manière précise à quelles conditions elle est subordonnée.

Article 50. — Le paiement fait sur un des exemplaires est libératoire, alors même qu'il n'est pas stipulé que ce paiement annule l'effet des autres exemplaires. L'endosseur qui a transmis les exemplaires à différentes personnes, ainsi que les endosseurs subséquents, sont tenus à raison de tous les exemplaires portant leur signature qui n'ont pas été restitués.

Le but de la pluralité d'exemplaires est d'éviter les ennuis qui pourraient résulter de la perte d'un exemplaire unique. Il s'ensuit que le paiement opéré sur un exemplaire est libératoire et fait perdre leur valeur à tous les autres, d'où l'alinéa 1^{er} de l'article 50. Le deuxième alinéa vise le cas de la personne qui a endossé plusieurs exemplaires à différents endossataires, ce qui suppose une erreur ou une fraude. Dans ce cas l'endosseur fautif et les endosseurs subséquents restent tenus à raison de tous les exemplaires portant leur signature et qui ne leur ont pas été restitués lors du remboursement. Cette disposition était nécessaire pour la sauvegarde du porteur de bonne foi. Il y a donc danger, écrit M. Léon Deschamps, pour un endosseur (et aussi pour le tireur) à endosser plusieurs exemplaires d'un même chèque à différentes personnes. Si, en effet, ces exemplaires arrivaient entre les mains de plusieurs porteurs de bonne

foi, il pourrait avoir à répondre de leur paiement, de même que les endosseurs subséquents... On peut estimer que dans ce cas, le tireur ou l'endosseur agira prudemment en donnant avis au tiré de l'émission ou de la transmission du chèque et du nombre d'exemplaires. Si les exemplaires n'étaient pas tous présentés au paiement à la fois, il semble que le tiré, à moins qu'il ne sache pertinemment entre les mains de qui se trouvent les divers exemplaires, devrait en aviser immédiatement le tireur ou l'endosseur, pour que ceux-ci pussent faire opposition au paiement des autres exemplaires, considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme perdus.

A la vérité, on ne voit pas comment un preneur doué de quelque sagesse, pourrait, de bonne foi, accepter un exemplaire d'un chèque, sans savoir où sont les autres et combien il y en a. Aussi M. Percerou, à la Conférence de Genève, sur la lettre de change, avait-il insisté pour que chaque exemplaire, selon la proposition des experts, mentionnât outre son numéro, le nombre des exemplaires émis (Léon Deschamps, loc. cit., p. 121).

Peut-être eut-il été préférable de ne pas admettre la pluralité d'exemplaires en matière de chèque ; les inconvénients de l'institution paraissent dépasser ses avantages. Heureusement sa sphère d'action est très limitée.

§ 8. — *Des altérations.*

Ce chapitre ne comporte qu'un article :

Article 51. — En cas d'altération du texte du chèque, les signataires postérieurs à cette altération sont tenus dans les termes du texte altéré, les signataires antérieurs dans les termes du texte original.

C'est le texte même qui avait été déjà adopté pour la

lettre de change et le billet à ordre. Il est rationnel, surtout quand on regarde le chèque comme un titre littéral. Par altération, il faut entendre une modification dans le contenu du chèque. Des difficultés se présenteront pour savoir quelles sont les signatures antérieures et celles qui sont postérieures à l'altération : elles sont laissées à l'appréciation des Tribunaux. Sur qui sera la charge de la preuve de la date de l'altération ; sera-t-elle sur le porteur ou sur les endosseurs ? Il nous semble qu'elle doit être sur les endosseurs si le porteur est de bonne foi, et sa bonne foi est présumée. C'est aux garants de dégager leur responsabilité. Mais ce n'est là qu'un à-côté de la question : le vrai problème serait de savoir qui supportera définitivement le risque des altérations. L'article 51 ne l'aborde pas. Voici ce que l'on lit dans l'exposé des motifs : à propos de cet article, la question a été soulevée, lors des débats à la Conférence de Genève de 1931, de savoir à qui incomberait le risque de paiement d'un chèque faux ou altéré ; mais la Conférence a été d'avis que cette question ne devait pas être réglée par la loi uniforme. Il en résulte que les règles fixées en cette matière par la jurisprudence française ne sont en aucune façon modifiées ».

Quelles sont donc ces règles et sont-elles vraiment adéquates ? Telles sont les questions que nous voudrions brièvement examiner.

D'après M. le Député A. Fould, un examen attentif montre que, avec des nuances, les législations peuvent se répartir en trois groupes :

1°) celles qui, comme la France, n'ont pas de réglementation spéciale et s'en remettent à la jurisprudence du soin de décider dans chaque espèce. Dans ces pays, il s'agit de

questions de fait qui doivent être résolues par les Tribunaux, selon les circonstances.

2°) d'autres législations ont une tendance marquée à mettre la responsabilité à la charge du tiré ; il en est ainsi spécialement de l'Autriche, de la Hongrie, et dans une large mesure de l'Angleterre et de l'Amérique. Lorsqu'une banque paie un chèque dont le montant a été modifié par surcharge postérieurement à son émission et qu'il n'existe pas de circonstances particulières permettant de conclure à la négligence du tireur, elle ne peut débiter le compte de ce dernier du montant de l'augmentation par rapport à la somme originale pour laquelle le chèque a été tiré.

3°) d'autres législations enfin, entrant dans les détails très complets, prévoient les hypothèses les plus courantes et règlent dans chacune d'elles la question des responsabilités. Elles tendent à restreindre l'arbitraire des juges et à renseigner, par avance, ceux qui jouent un rôle dans l'émission, la circulation et le paiement des chèques sur leur responsabilité ; il en est ainsi, par exemple de l'Argentine (le paiement des chèques perdus, volés, faux et altérés en droit comparé, p. 39 et suiv. Paris 1924).

Nos préférences vont au système qui met, en principe, les risques de falsification à la charge du banquier tiré. c'est lui qui organise le système des chèques, qui fournit les formules, qui en profite spécialement. En outre, c'est un professionnel qui doit courir les risques normaux de sa profession, et qui peut d'ailleurs s'assurer contre ces risques. Sur la question des altérations, nous nous rallions entièrement aux opinions soutenues par M. le Député Fould.

§ 9. — *De la prescription*

Ce chapitre renferme une innovation importante : les délais de prescription sont considérablement abrégés quant à ce qui touche les actions qui naissent du chèque. La loi du 14 juin 1865 était muette sur la question de la prescription en matière de chèque ; voici les solutions qui étaient admises en jurisprudence : on distinguait selon que le chèque avait été souscrit pour une dette civile ou pour une dette commerciale. Dans le premier cas, la prescription était de trente ans, dans le deuxième cas de cinq ans. Actuellement, elle est de six mois seulement.

Article 52. — Les actions en recours du porteur contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés se prescrivent par six mois à partir de l'expiration du délai de présentation. Les actions en recours des divers obligés au paiement d'un chèque les uns contre les autres se prescrivent par six mois à partir du jour où l'obligé a remboursé le chèque ou du jour où il a été lui-même actionné. Toutefois, en cas de déchéance ou de prescription, il subsiste une action contre le tireur qui n'a pas fait provision ou les autres obligés qui se seraient enrichis injustement.

En principe donc, la prescription des actions qui naissent du chèque est de six mois. Courte prescription correspondant, comme l'a dit l'exposé des motifs, « à la nature du chèque, instrument de paiement, qui comporte à la fois une présentation à bref délai et également un exercice rapide des actions résultant du titre ». Le texte indique les actions qui se trouvent éteintes par cette prescription et le point de départ de cette prescription selon les cas, questions qui étaient un peu flottantes dans le droit antérieur. Mais il comporte un alinéa 3 qui ne figure pas dans la loi uniforme

et qui prévoit que, malgré la déchéance ou la prescription des actions résultant du chèque, il subsistera une action contre le tireur qui n'a pas fait provision ou les autres obligés qui se seraient enrichis injustement. Cette addition tient à la conception française de la provision ; elle ne fait que confirmer l'état de choses existant antérieurement. D'autre part, le principe que nul ne doit s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui, s'il n'est pas exprimé dans notre droit, le domine pourtant, surtout avec l'évolution actuelle de la jurisprudence.

En définitive, en matière de chèque, nous avons deux sortes de prescriptions : l'une de six mois pour les actions qui sont spécialement énumérées ; l'autre de trente ans dans le cas où le tireur n'a pas fait provision et dans les cas d'enrichissement sans cause. Ces cas sont laissés à l'appréciation des tribunaux ; on peut en signaler un qui est fréquent en pratique : c'est le cas où le tiré paie le chèque « à découvert », c'est-à-dire sans qu'il y ait provision ; il a alors trente ans pour se retourner contre le tireur qui, sans cela, s'enrichirait sans cause à ses dépens.

Article 53. — Les prescriptions en cas d'action exercée en justice ne courent que du jour de la dernière poursuite judiciaire. Elles ne s'appliquent pas s'il y a eu condamnation ou si la dette a été reconnue par acte séparé. L'interruption de la prescription n'a d'effet que contre celui à l'égard duquel l'acte interruptif a été fait. Néanmoins, les prétendus débiteurs seront tenus, s'ils en sont requis, d'affirmer sous serment qu'ils ne sont plus redevables, leurs veuves, héritiers ou ayants cause, qu'ils estiment de bonne foi qu'il n'est plus rien dû.

La loi uniforme ne contient qu'un seul alinéa à cet article : l'interruption de la prescription n'a d'effet que con-

tre celui à l'égard duquel l'acte interruptif a été fait. Pour le surplus, les dispositions qui figurent à l'article 53 sont de droit commun français.

On remarquera que le texte ne parle que de l'interruption de la prescription ; il ne s'explique pas sur la suspension. Implicitement, l'ancienne jurisprudence française se trouve confirmée : c'est-à-dire que la prescription court contre tous, même les mineurs et les interdits.

En somme, dans le chapitre sur la prescription, il n'y a qu'une modification vraiment essentielle par rapport au droit antérieur : l'abrégement considérable des délais de prescription pour les actions cambiales, c'est-à-dire qui ont leur source dans le chèque.

§ 10. — *Des protêts*

La loi uniforme ne traite pas de cette question ; elle est laissée à la réglementation des divers pays. Voici les articles du décret-loi sur ce sujet : ils ne font guère que reproduire les dispositions de notre Code de Commerce.

Article 54. — Le protêt doit être fait, par un notaire ou par un huissier, au domicile de celui sur qui le chèque était payable, ou à son dernier domicile connu. En cas de fausse indication de domicile, le protêt est précédé d'un acte de perquisition.

Article 55. — L'acte de protêt contient la transcription littérale du chèque et des endossements, ainsi que la sommation de payer le montant du chèque. Il énonce la présence ou l'absence de celui qui doit payer, les motifs du refus de payer et l'impuissance ou le refus de signer et, en cas de paiement partiel, le montant de la somme payée. Les notaires et huissiers sont tenus, à peine de dommages-

intérêts, de faire, sous leur signature, mention sur le chèque du protêt avec la date. »

Cette dernière disposition est la seule qui soit nouvelle. « Elle a pour but, dit l'exposé des motifs, d'éviter qu'un endossataire, qui reçoit un chèque protesté avant l'expiration du délai de présentation, ne soit trompé sur les véritables effets de l'endossement. » Il convient de rappeler, en effet, que l'article 24 stipule que « l'endossement fait après le protêt ou après l'expiration du délai de présentation ne produit que les effets d'une cession ordinaire et il a été entendu qu'il appartenait aux lois nationales de prendre toutes mesures pour assurer la mention sur le chèque du protêt avec sa date ».

« Article 56. — Nul acte de la part du porteur du chèque ne peut suppléer l'acte de protêt, hors le cas prévu par les articles 36 et suivants touchant la perte du chèque. »

« Article 57. — Les notaires et les huissiers sont tenus à peine de destitution, dépens, dommages-intérêts envers les parties, de laisser copie exacte des protêts et de les inscrire en entier, jour par jour, et par ordre de date, dans un registre particulier, coté, paraphé et tenu dans les formes prescrites pour les répertoires. »

« Article 57 A. — En cas de protêt, les formalités du timbre et d'enregistrement sont données en debet ; le recouvrement des droits est poursuivi par le Trésor contre le tireur. » Cette disposition a été introduite dans notre droit par la loi du 12 août 1926. Comme l'écrit M. Pierre-Paul Belguise, « le législateur de 1926 n'a pas du tout envisagé dans son ensemble le problème assez épineux du protêt ; il s'est borné à atténuer sur un point les embarras du porteur qui s'y trouve acculé. Aujourd'hui, comme hier, le porteur devra recourir à l'office d'un huissier ou d'un

notaire ; mais cela lui coûtera moins cher, ainsi qu'on va essayer de le montrer d'une façon pratique : pour un chèque de dix mille francs non payé, le porteur devait, avant la loi du 12 août 1926, avancer 103 fr. 40 ; aujourd'hui, il n'a plus à avancer que 13 fr. 70 » (*Les innovations de la loi du 12 août 1926 en matière de chèque*, Paris 1928).

Un décret du 30 juillet 1934 avait supprimé cette faveur ; le décret-loi l'a rétablie dans l'intérêt de la diffusion du chèque. Les règles du protêt restent ce qu'elles étaient pour le surplus.

§ 11. — *Dispositions générales et pénales.*

La loi uniforme comporte un chapitre de dispositions générales (chapitre X) ; mais il est fort court (4 articles), tandis que dans le décret-loi il est assez étendu (10 articles) et fort peu homogène. C'est une sorte de pot-pourri où l'on a introduit tout ce qui ne pouvait commodément se mettre ailleurs. Les dispositions d'ordre pénal sont naturellement absentes de la loi uniforme, ne relevant que de la souveraineté de chaque Etat.

« Article 58. — Dans la présente loi, le mot « banquier » comprend aussi les personnes ou institutions assimilées par la loi aux banquiers. »

Voici la raison de cet article telle qu'elle résulte de l'exposé des motifs : « La Conférence de Genève de 1931 a reconnu que chaque fois qu'il s'agirait dans la loi uniforme de « banquiers », il convenait d'assimiler à des banquiers les personnes ou institutions exerçant une activité similaire. Plutôt que de formuler cette règle à propos de chacun des textes où il est question de banquiers, la Conférence a jugé préférable de poser la règle en termes généraux dans un article final de la loi uniforme ».

On se rappelle que l'article 3 du décret-loi énumère les personnes et institutions qui, en France, sont assimilées aux banquiers.

« Article 59. — La présentation et le protêt d'un chèque ne peuvent être faits qu'un jour ouvrable ; lorsque le dernier jour de délai accordé par la loi pour l'accomplissement des actes relatifs au chèque, et notamment pour la présentation ou pour l'établissement du protêt, est un jour férié légal, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui en suit l'expiration. Les jours fériés intermédiaires sont compris dans la computation du délai. Aux jours fériés légaux sont assimilés les jours où, aux termes des lois en vigueur, aucun paiement ne peut être exigé, ni aucun protêt dressé. »

Cet article constitue un progrès sur l'état de droit antérieur. En effet, d'après une jurisprudence quasi-unanime, lorsque le dernier jour du délai de présentation était férié, cette présentation ne pouvait être reportée au lendemain. La jurisprudence se refusait sur ce point à assimiler le chèque à la lettre de change : elle était dominée par l'idée, exacte d'ailleurs, que la vie du chèque doit être très brève. Malheureusement, les délais de présentation étaient parfois trop courts. La solution actuelle est plus libérale et paraît meilleure, d'autant que l'existence du chèque un peu plus longue favorise les virements et les compensations.

« Article 60. — Les délais prévus par la présente loi ne comprennent pas le jour qui leur sert de point de départ. » C'est la consécration de la règle que le *dies a quo computatur in termino*, mais cela constitue une innovation par rapport aux dispositions de l'article 5 de la loi du 14 juin 1865, suivant lesquelles le jour de la création du chèque est compté.

« Article 61. — Aucun jour de grâce, ni légal ni judiciaire, n'est admis, sauf dans les cas prévus par les lois des 27 janvier et 24 décembre 1910 relatives à la prorogation des délais de protêt et à celle des échéances des valeurs négociables. »

Les délais de grâce étaient déjà interdits par le Code de Commerce.

La loi du 27 janvier 1910 donne le droit au Gouvernement de proroger les délais pour l'exercice des recours en cas de circonstances exceptionnelles (mobilisation, inondations, interruption des services publics). La loi du 24 décembre 1910 lui donne le droit de proroger par décret les échéances elles-mêmes. Notons, enfin, que ce texte doit se combiner avec l'article 48 du décret-loi relatif aux cas d'obstacle insurmontable.

« Article 62. — La remise d'un chèque en paiement, acceptée par un créancier, n'entraîne pas novation. En conséquence, la créance originaire subsiste avec toutes les garanties y attachées, jusqu'à ce que ledit chèque soit payé. »

C'est la reproduction textuelle de l'article 13 de la loi du 14 juin 1865 modifiée par la loi du 12 août 1926.

Voici ce que disait l'exposé des motifs du projet de loi qui est devenu la loi du 12 août 1926 : « La question a été souvent controversée de savoir si l'acceptation par le créancier du chèque en paiement de sa créance modifie le caractère de cette dernière ou la laisse au contraire subsister avec tous les avantages (privilèges ou autres) qui y étaient originellement attachés. Le Gouvernement propose de trancher définitivement la difficulté dans le sens du maintien intégral de la créance originaire, comme la doctrine et la jurisprudence l'ont en général décidé ».

Notons que déjà, dans la discussion de la loi du 14 juin 1865, la question s'était posée, et voici ce que disait le Commissaire du Gouvernement, M. de Lavenay : « Le chèque n'opère pas novation : la novation ne se présume pas... » (*Moniteur*, 7 mai, p. 558).

M. Emile Ollivier abondait dans le même sens : « On a jeté dans ce débat le gros mot de novation qui n'est pas très clair par lui-même quand on n'est pas habitué aux questions juridiques et qui apporte l'obscurité là où il ne saurait y en avoir. En effet, j'affirme ceci, et juridiquement c'est incontestable, dans la théorie de la loi quand on donne un chèque en paiement, il n'y a pas novation, il ne peut jamais y avoir novation. L'idée de chèque et l'idée de novation sont deux idées incompatibles, inconciliables, impossibles à réunir ensemble dans le système adopté par le projet de loi actuel » (séance du 6 mai 1865, *Moniteur*, 7 mai, p. 559). Le décret-loi n'a donc fait ici que suivre une longue tradition.

« Article 63. — Indépendamment des formalités prescrites pour l'exercice de l'action en garantie, le porteur d'un chèque protesté peut, en obtenant la permission du juge, saisir conservatoirement les effets mobiliers des tireur et endosseurs. »

M. Léon Deschamps a donné de ce texte un commentaire judicieux. « Cette disposition, écrit-il, accorde au porteur d'un chèque protesté le droit de saisie-conservatoire qui appartient à celui d'une lettre de change protestée faute de paiement. Elle le fait sans restriction, donc aussi bien contre le tireur ou les endosseurs tenus civilement qu'à l'égard du tireur et des endosseurs tenus commercialement. Mais quel sera le juge compétent ? Sera-ce le président du Tribunal Civil ou celui du Tribunal de Commerce, suivant que

l'obligation sera civile ou commerciale ? Mais comment le porteur, qui ignore le plus souvent la cause de l'obligation du tireur ou des endosseurs, pourrait-il savoir à quel juge il doit s'adresser ? Comment pourra-t-il d'ailleurs se renseigner à cet égard avec une suffisante rapidité pour que la saisie-conservatoire reste efficace ? »

M. Léon Deschamps préconise la compétence du président du Tribunal de Commerce : il souhaite que l'article 63 soit complété dans ce sens (*Le nouveau statut...*, p. 129).

« Article 64. — Le tireur qui émet un chèque ne portant pas l'indication du lieu de l'émission ou sans date, celui qui revêt un chèque d'une fausse date, celui tire un chèque sur une personne autre qu'un banquier est passible d'une amende de 6 % de la somme pour laquelle le chèque est tiré, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 francs.

« La même amende est due personnellement et sans recours par le premier endosseur ou le porteur d'un chèque sans indication du lieu d'émission, ou sans date, ou portant une date postérieure à celle à laquelle il est endossé ou présenté. Cette amende est due, en outre, par celui qui paie ou reçoit en compensation un chèque sans indication du lieu d'émission, sans date, ou présenté au paiement avant la date d'émission.

« Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même amende. Si la provision est inférieure au montant du chèque, l'amende ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque. »

Avec cet interminable article 64, on entre dans un tout autre domaine : celui des pénalités fiscales. La loi uniforme est muette sur cette question qui est naturellement abandonnée aux législations des divers pays.

Dans l'ensemble, l'article 64 reproduit les quatre premiers paragraphes de l'article 6 de la loi du 14 juin 1865, mais avec quelques différences cependant qui tiennent aux modifications apportées dans notre droit par la loi uniforme.

D'abord, en ce qui concerne l'inscription de la date d'émission sur le chèque, d'après l'alinéa 1^{er} de l'article 6 de la loi de 1865, modifiée par la loi du 19 février 1874, elle devait être en toutes lettres s'il s'agissait d'un chèque de place à place. Aujourd'hui, cette exigence a disparu ; la date peut être en chiffres, et partant, il ne peut plus y avoir de pénalité fiscale de ce chef. Donnait également lieu à l'amende avant le décret-loi la fausse indication du lieu d'émission du chèque. Depuis que tous les chèques, qu'ils soient sur la même place ou sur une autre, sont soumis au même timbre, l'intérêt fiscal de l'Etat a disparu ; d'où, dans cette hypothèse encore, suppression de la pénalité. C'était d'ailleurs une infraction fort difficile à saisir : le lieu d'émission est d'avance imprimé sur les chèques et, à moins de le rayer pour mettre à la place le lieu de tirage effectif, la contravention n'apparaissait pas. Toutefois, on a maintenu l'obligation d'indiquer le lieu d'émission, étant donné que le délai imparti au porteur pour se faire payer varie selon les cas (article 19 du décret-loi) ; mais comment empêcher d'indiquer un lieu fictif d'émission ? Cette obligation est toujours sanctionnée par l'amende et cette amende est due, non seulement par le tireur, comme dans la loi de 1865, mais en outre personnellement et sans recours par le premier endosseur ou le porteur d'un tel chèque et aussi par celui qui le paie et le reçoit en compensation. D'après M. Léon Deschamps, cette pénalité ne s'explique pas. Sans doute, au point de vue de la validité du titre, il y a intérêt à ce que le chèque indique le lieu où il a été émis, eu égard

aux divergences qui subsistent entre les législations des divers pays adhérents à la Convention de Genève, en raison des dérogations autorisées par la Convention, mais il est tout à fait anormal que cette préoccupation, qui intéresse uniquement les effets juridiques du titre et non la perception d'un impôt, soit sanctionnée par une amende fiscale de caractère aussi arbitraire (loc. cit., p. 130).

Avant le décret-loi, les chèques pouvaient, sous certaines conditions de timbre, être tirés sur n'importe qui ; actuellement, ils ne peuvent l'être que sur les banquiers et les assimilés. Cette obligation est sanctionnée par la même amende que ci-dessus, mais le tireur en est seul tenu.

Quant à celui qui émet un chèque sans provision ou avec provision insuffisante, il encourt les mêmes amendes que dans l'état de droit antérieur (loi du 2 août 1917).

« Article 65. — Tout banquier qui, ayant provision, délivre à son créancier des formules de chèques en blanc payables à sa caisse doit, sous peine d'une amende de vingt francs (20 fr.) par contravention, mentionner sur chaque formule le nom de la personne à laquelle cette formule est délivrée. »

Cette disposition date de la loi du 12 août 1926. En voici les raisons d'après l'exposé des motifs du projet de loi : « La remise à un tireur éventuel d'un carnet de chèques en blanc donnera lieu, de la part des personnes qui font profession de recevoir des sommes en dépôt... à l'inscription du nom et du domicile de celui auquel les formules sont remises. Toutefois, comme il s'agit d'une simple mention destinée à rendre plus pratique l'usage du chèque et afin de ne pas surcharger inutilement la responsabilité des banquiers, le projet n'exige pas que ceux-ci garantissent l'authenticité des indications qui leur sont fournies ».

Le projet exigeait donc, non seulement le nom, mais le domicile du titulaire du carnet ; mais le Parlement estima que l'obligation de l'adresse compliquerait la tâche du banquier et ne conférerait aucune sécurité supplémentaire au porteur ; elle disparut du texte. L'Enregistrement souhaite vivement que la mention « de domicile » figure sur le chèque. En effet, « si le texte définitif de la loi prescrivant de mentionner sur chaque formule de chèque en blanc le nom de la personne à laquelle ce chèque est délivré permet à l'Enregistrement de connaître d'une façon certaine le nom du tireur sans avoir à le déduire d'une signature souvent difficile à déchiffrer, le fait d'avoir supprimé du projet gouvernemental l'obligation pour les banques de mentionner sur le chèque, outre le nom, le domicile du titulaire du carnet, a singulièrement compliqué la tâche de l'Administration » (Pierre-Paul Belguise, loc. cit., p. 72).

Néanmoins, le décret-loi n'exige que la mention du nom du tireur et non pas celle de son domicile ; il n'y a rien de changé sur ce point.

« Article 66. — Celui qui, de mauvaise foi, a soit émis un chèque sans provision préalable et disponible ou avec une provision inférieure au montant du chèque, soit retiré après l'émission tout ou partie de la provision, soit fait défense au tiré de payer, est passible des peines de l'escroquerie prononcées par l'article 405 du Code Pénal. Dans ce cas, l'amende ne peut excéder le double ni être inférieure à la moitié du montant du chèque. »

Il ne s'agit plus ici d'amendes fiscales, mais de pénalités proprement dites. Le texte n'est que la reproduction d'une disposition de la loi du 12 août 1926 qui a renforcé les pénalités en cas de chèque sans provision ou avec provision insuffisante.

M. H. de Bonneville de Marsengy a retracé toute l'évolution des sanctions soit fiscales, soit pénales, en matière de chèque non provisionné.

Voici d'abord le texte qui fut voté en 1865 : « L'émission d'un chèque sans provision préalable est passible de la même amende (6 %), sans préjudice de l'application des lois pénales s'il y a lieu ». En fait, ce texte se révéla inefficace ; d'où la loi du 2 août 1917. Dans cette loi, les sanctions fiscales restent les mêmes qu'en 1865, sauf que si la provision est inférieure au montant du chèque, l'amende ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque. Mais les sanctions pénales sont aggravées : « Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible ou qui a retiré, après l'émission, tout ou partie de la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur ». La différence essentielle entre le texte de 1865 et le texte de 1917, c'est que le premier ne réprimait l'émission d'un chèque sans provision que si elle s'était accompagnée de manœuvres, alors que le second punissait le fait même, à condition qu'il fût fait de mauvaise foi. L'expérience montra que la loi de 1917 était encore insuffisante pour barrer la route aux émetteurs de chèques non provisionnés : d'où la loi du 12 août 1926, reproduite au décret-loi. Les faits divers des journaux montrent que l'industrie des chèques sans provision est loin d'être morte. C'est là qu'est la plaie du système des chèques. Il est difficile d'y remédier. En tout cas, le décret-loi ne l'a pas tenté : il n'a pas innové sur ce point.

« Article 67. — Le tiré qui indique sciemment une pro-

vision inférieure à la provision existante est passible d'une amende de 500 à 10.000 francs. »

Cet article reproduit, mais en partie seulement, le dernier alinéa de l'article 2 de la loi du 14 juin 1865 modifiée par la loi du 12 août 1926 : « Le tiré qui indique sciemment une provision inférieure à la provision existante ou qui refuse de faire mention sur le chèque du montant de la provision, est passible d'une amende de 500 à 10.000 fr. »

Dans la loi du 12 août 1926, en cas de provision insuffisante, le porteur pouvait soit accepter un paiement partiel, soit refuser.

Actuellement, il ne peut plus refuser un paiement partiel : d'où la modification apportée au texte.

En somme, le statut du chèque est assorti de pénalités de deux sortes : amendes fiscales et peines correctionnelles de prison et d'amendes.

D'après M. Léon Deschamps, compte tenu des modifications apportées par le décret-loi, la situation des intéressés dans le chèque, au point de vue des pénalités fiscales, se présente désormais de la façon suivante :

1° Le tireur qui émet un chèque n'indiquant pas le lieu de son émission, ou sans date, ou portant une fausse date, ou tiré sur une personne autre qu'un banquier ou assimilé, est passible d'une amende de 6 % ne pouvant être inférieure à 100 francs ;

2° Celui qui paie ou reçoit en compensation un chèque non daté, ou présenté au paiement avant la date d'émission, ou ne portant pas l'indication du lieu de l'émission, encourt la même amende ;

3° Le premier endosseur ou porteur d'un chèque non daté, ou portant une date postérieure à celle où il a été

endossé ou présenté, ou d'un chèque n'indiquant pas le lieu de l'émission, est passible de la même amende.

Il convient de signaler, en outre, que l'amende de 6 % est également encourue à l'occasion des chèques qui, en raison de l'irrégularité de leurs énonciations, sont assujettis au droit proportionnel de timbre de 0,15 %.

Il n'est pas apporté de modification aux pénalités prévues pour défaut ou insuffisance de provision, ni en ce qui concerne l'amende de 20 francs infligée à tout banquier ou assimilé qui délivre des formules de chèques en blanc, sans que chaque formule en blanc porte le nom de la personne à laquelle elle est délivrée.

Il n'est pas innové non plus, relativement à l'exemption de timbre, pour les quittances partielles données sur titres séparés (Léon Deschamps, loc. cit., p. 134).

Il n'y a plus lieu à amende pour défaut d'indication en toutes lettres de la date d'émission du chèque, ni pour défaut d'acquit.

Le décret-loi se termine par une série de dispositions sans lien entre elles. Il suffira de les citer ici : Il n'est en rien dérogé, par le présent décret, aux dispositions de la loi du 7 janvier 1918 portant création d'un service de comptes-courants et de chèques postaux, ni à celles de la loi du 3 mai 1932 portant approbation des conventions et des arrangements de l'Union postale universelle signée à Londres le 28 juin 1929. Toutefois les dispositions de l'article 66 du présent décret seront applicables aux chèques postaux émis dans les conditions prévues à cet article et qui ne pourraient être suivis d'effet à l'issue du huitième jour suivant leur réception par le Bureau des chèques.

Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées. L'article 7 de la loi du 19 février 1874 portant

augmentation des droits d'enregistrement et de timbre est abrogé.

L'aliéna 1^{er} de l'article 9 de la même loi est ainsi modifié : « Toutes les dispositions législatives concernant les droits de timbre et d'enregistrement relatives aux chèques tirés en France sont applicables aux chèques tirés hors de France et payables en France.

Les dispositions du présent décret ne seront applicables qu'aux chèques qui seront créés plus de trois mois après sa publication. Toutefois, les dispositions de l'article 1^{er}, alinéa I, ne s'appliqueront qu'aux chèques qui seront créés plus de six mois après la publication du présent décret. »

Publié le 31 octobre 1935, le décret est donc devenu applicable à partir du 1^{er} février 1936, sauf en ce qui concerne l'inscription du mot « chèque » qui n'est obligatoire que depuis le 1^{er} mai 1936.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi portant introduction, dans la législation française, des dispositions de la loi uniforme, projet de loi qui est à peu près textuellement passé dans le décret-loi, le Gouvernement reconnaissait que le projet apportait à la législation en vigueur un certain nombre de modifications essentielles ; il n'en citait que trois :

1°) Les chèques, même non barrés, ne peuvent plus être tirés que sur un banquier ou un assimilé.

2°) Les dispositions qui régissent le recours faute de paiement sont sensiblement simplifiées, un système d'avis successifs que les endosseurs doivent se donner les uns aux autres, étant substitué au système prévu par le Code de Commerce, suivant lequel le porteur exerçant son recours contre son cédant doit lui faire notifier le protêt et le faire citer

en jugement dans les quinze jours qui suivent la date du protêt.

3°) Le présent projet établit, pour toutes les actions résultant du chèque, une courte prescription de six mois qui correspond à la nature d'û chèque plus exactement que les délais prévus par la législation en vigueur.

Ce sont en effet là les modifications vraiment fondamentales ; mais nous en avons relevé beaucoup d'autres au fur et à mesure de l'étude des divers articles. Il serait difficile de ne pas rappeler la plus voyante ; celle qui oblige à inscrire le mot « chèque » sur le titre.

Il reste à dire ce que vaut le statut nouveau du chèque considéré en soi, et ce qu'il vaut aussi comme facteur d'unification du droit, tout au moins continental.

CHAPITRE III

APPRÉCIATION DU DROIT NOUVEAU DU CHÈQUE CONSIDÉRÉ EN SOI ET DU POINT DE VUE DE L'UNIFICATION DES LÉGISLATIONS DIVERSES

Dans l'exposé des motifs du projet de loi tendant à la ratification des conventions signées à Genève, le 19 mars 1931, en vue de l'unification du droit en matière de chèques, déposé sur le bureau du Sénat, le 4 mai 1933 (N° 297), le gouvernement s'exprime ainsi : « La convention portant loi uniforme sur les chèques comporte de la part des Etats signataires l'engagement de conformer leur loi interne à un texte établi par convention internationale et de ne pas modifier cette loi interne tant que la convention restera en vigueur. Un tel engagement, en ce qui concerne la France, se justifie pleinement si l'on considère les conditions dans lesquelles il se présente. Les dispositions de la loi uniforme sont, en effet, dans l'ensemble conformes aux décisions de la jurisprudence française, aux conceptions de la doctrine et aux vœux des milieux intéressés. Sur les points où des divergences graves séparaient les législations en présence, la convention, ou bien s'est abstenue de régler la matière ou bien a prévu des dérogations aux dispositions qu'elle édicte, laissant à la législation de chaque pays le soin de régler ces matières, soit en toute liberté, soit dans la limite

des réserves envisagées. Enfin, si la Convention ne peut, dans des circonstances normales, être dénoncée qu'après un préavis de deux ans, elle pourra toutefois l'être immédiatement en cas d'urgence : l'appréciation du caractère d'urgence est laissée à chaque Etat. Ce système permet à la fois d'assurer une unification réelle et effective, puisque c'est la loi uniforme dans son texte même qui doit être introduite dans la législation de chaque Etat, et de donner satisfaction au désir légitime que peuvent avoir les Parlements de conserver leur droit de modifier à tout instant une loi interne. Ainsi toutes précautions ont été prises à Genève pour que l'unification soit réalisée dans une mesure aussi large que possible, mais par des moyens assez souples pour ne pas porter atteinte à l'autonomie de chaque législation et aux principes auxquels chaque pays contractant est particulièrement attaché. »

Cet exposé des motifs est fort habile, mais trop optimiste, semble-t-il. Il est difficile de concilier une unification réelle et effective avec l'autonomie de chaque législation ; ce sont là des notions contradictoires qui ne peuvent se réaliser qu'en se limitant l'une l'autre.

§ 1^{er}. — *De la valeur intrinsèque du nouveau statut du chèque*

A bien des égards, le nouveau statut du chèque est supérieur à l'ancien : d'abord au point de vue de ce que l'on appelle la capacité passive, c'est-à-dire des personnes sur lesquelles un chèque peut être tiré. Il est certain que restreindre la capacité passive aux banquiers et assimilés, c'est faciliter grandement la fonction économique du chèque qui est d'aboutir à des règlements sans espèces.

Les recours en cas de défaut de paiement sont mieux organisés en ce qu'ils sont plus simples et moins coûteux.

La prescription des actions nées du chèque est désormais fort courte, six mois, alors qu'avant elle pouvait aller jusqu'à trente ans. Et cependant les droits légitimes des intéressés ne sont pas sacrifiés, puisqu'il leur reste, dans les cas intéressants, l'action d'enrichissement sans cause.

L'insertion obligatoire du mot chèque paraît utile, et ne peut entraîner de gêne, puisque les formules de chèques sont fournies par les Banques et imprimées d'avance.

Les délais de présentations sont judicieusement fixés... Bref sur un grand nombre de points, le décret-loi apporte des améliorations notables déjà signalées d'ailleurs au cours de cette étude. Mais à notre sens, la nouvelle législation du chèque laisse encore beaucoup à désirer : la question du visa de l'article 4 n'est pas heureusement règlementée ; la certification américaine devrait recevoir droit de cité chez nous. C'est le seul remède efficace à la véritable plaie qu'est le chèque sans provision, et il n'est pas impossible de l'organiser de telle façon qu'elle ne puisse atteindre le privilège des Banques d'émission. En Amérique, elle est très appréciée et a fait ses preuves : la résistance qu'elle rencontre sur le Continent ne paraît pas justifiée.

Les formes du protêt restent trop rigides : on n'a que l'option entre un huissier et un notaire ; à l'étranger, les formes sont plus simples. Exemple : En Allemagne, la preuve du défaut de paiement peut être faite :

1°) par une déclaration écrite sur le chèque signée par le tiré et indiquant le jour de la présentation.

2°) par une déclaration de la Chambre de liquidation indiquant que ce chèque a été remis avant l'expiration du délai de présentation.

3°) par un protêt.

Beaucoup de pays se rattachent, avec des nuances, au système allemand : Autriche, Belgique, Hongrie, Japon.

La pluralité d'exemplaires ne nous paraît pas recommandable en matière de chèques : elle peut exposer à des surprises, étant donné la rapidité avec laquelle devrait se faire le paiement des chèques.

La question des altérations et de ses conséquences est laissée sans solution ; il nous semble que ce devrait être un cas de risque professionnel.

Enfin les pénalités, soit fiscales, soit correctionnelles, ne sont pas, semble-t-il, au point. En tout cas, l'industrie du chèque sans provision continue à être florissante. Il nous semble que l'on devrait rappeler sur les formules de chèque les pénalités qui peuvent être encourues, comme on le fait pour les billets de banque, et qu'en outre la mauvaise foi de celui qui émet des chèques sans provision devrait être présumée, quitte à lui, à faire tomber cette présomption.

Mais le vice capital du décret-loi, c'est qu'il amalgame, le moins mal possible, il est vrai, des conceptions inconciliables : la conception qui fait le fond de la loi uniforme, qui est empruntée aux législations germaniques et qui voit dans le chèque un titre formel et abstrait, quelque chose d'assez voisin d'un billet de banque, et la conception française qui y voit un acte assez complexe : mandat de caractère spécial dans les rapports du tireur et du tiré, cession de créance de caractère assez particulier dans les rapports du tireur et des porteurs successifs.

Bref, la doctrine de la France sur la provision est incompatible avec les tendances de fond de la loi uniforme, d'où le caractère un peu artificiel du décret-loi. La loi uniforme

a le défaut des traités plurilatéraux qui sont forcément des compromis, dont personne n'est tout à fait satisfait. Mais elle en a aussi les avantages, en ce sens que les dispositions qui y figurent sont le fruit de longues études et sont, dans l'ensemble, sages et pratiques ; de telle sorte que nous souscrivions assez volontiers à l'opinion de M. Jacques Bouteron : « L'œuvre accomplie à Genève apparaît, au terme de cinquante années de labeur international, comme un acte de compréhension mutuelle, digne d'être encouragé. Elle répond à un besoin incontestable du commerce et constituera un progrès notable dans les rapports économiques entre nations. Cette œuvre n'est pas à l'abri des critiques et les délégués qui ont concouru à son élaboration n'ignorent pas ses causes de faiblesse. Quelque opinion que l'on porte sur la loi uniforme, nous estimons qu'elle est parfaitement viable et qu'elle peut soutenir avantageusement la comparaison avec certaines lois actuellement en vigueur. Les révisions périodiques auxquelles il conviendra de soumettre, cette loi permettront, sans aucun doute, d'assurer son adaptation progressive et de maintenir l'unité d'interprétation des Cours Suprêmes appelées à statuer sur ses dispositions. Au surplus, nous croyons que, sous l'influence du temps, les Etats contractants élimineront eux-mêmes de leur législation interne la plupart des réserves qui auront été originellement l'une des conditions de leur adhésion à la Convention de Genève » (*Le statut international du chèque*, p. 206, Paris 1934).

Sous des formules prudentes, M. Jacques Bouteron paraît persuadé de deux choses : 1° que la loi uniforme peut avantageusement soutenir la comparaison avec les autres lois sur le chèque ; 2° que l'unification est loin d'être réalisée, mais qu'elle se fera.

§ 2. — *Le décret-loi et l'unification du droit en matière de chèque.*

On a déjà pu remarquer que l'exposé des motifs du projet de loi tendant à la ratification des conventions de Genève ci-dessus cité manquait un peu de logique sur cette question. Il y est déclaré que le système adopté permet d'assurer une unification réelle et effective et que sur les points où des divergences vraiment graves séparaient les législations en présence, la Convention, ou bien s'est abstenue de régler la matière, ou bien a prévu des dérogations aux dispositions qu'elle édicte, laissant à la législation de chaque pays le soin de régler ces matières, soit en toute liberté, soit dans la limite des réserves envisagées...

Ce sont là, nous semble-t-il, des assertions difficiles à concilier. En fait, sur les 67 articles que comporte le décret-loi, il n'y en a guère que la moitié (35) qui reproduisent textuellement la loi uniforme. Tous les autres sont plus ou moins adaptés au droit français, comme nous l'avons d'ailleurs signalé au fur et à mesure.

« La loi autorisant le ministre des Affaires étrangères à notifier officiellement à la Société des Nations l'adhésion du Gouvernement français est du 8 avril 1936 (J. O. du 10 avril) ; il est spécifié dans cette loi que la France fait application de divers textes contenant des réserves à la Convention portant loi uniforme » (Joseph Hamel, professeur à la Faculté de droit de Paris : *Le nouveau régime du chèque en France*, Paris 1936).

L'unification n'est réalisée que sur des questions secondaires : elle ne l'est pas sur les questions essentielles, et la cause en est dans ceci : les différentes législations n'ont pas la même conception du chèque. Dans les premières confé-

rences qui se sont tenues en vue de l'unification du droit en matière de chèque, les délégations s'efforcèrent d'aboutir à une définition commune du chèque. Mais on s'aperçut vite que c'était une tentative chimérique et l'on se borna à donner une description du chèque. De ce jour, la recherche d'une unification réelle et effective devait être vaine.

La pierre d'achoppement de l'unification, c'est la question de la provision. La France est jusqu'ici irréductible sur sa nécessité, sa préalabilité et son transfert au porteur du chèque dès sa remise. Dans la doctrine, on peut citer des auteurs considérables qui estiment que l'on ne devrait pas se préoccuper de la provision. Voici ce que l'on peut lire dans un Rapport de M. Lacour au ministre de l'Instruction publique (11 janvier 1919) sur la législation des effets de commerce en Italie : « Provision : on appelle ainsi la valeur que le tireur doit fournir au tiré pour le mettre en état de payer la lettre de change à son échéance ; notre Code renferme plusieurs dispositions relatives à la provision (art. 115 à 117). Cela s'explique aisément dans la théorie traditionnelle qui considère la lettre de change comme un procédé d'exécution du contrat de change. Il en est autrement dans la théorie du droit allemand et italien. La lettre de change est un titre abstrait et autonome qui se suffit à lui-même. En la créant, le tireur s'engage à procurer au porteur l'acceptation du tiré et à l'échéance le paiement. Le porteur peut compter sur cet engagement, mais il n'a pas à s'inquiéter des moyens que le tireur emploiera pour le remplir. La question de la provision n'intéresse que les rapports entre le tireur et le tiré qui sont extérieurs à la lettre de change. Il n'y donc pas lieu de lui faire une place dans les dispositions de la loi sur les effets de commerce ».

Si cette conception l'emportait, la position du porteur

par rapport à la provision serait du même coup modifiée. « Lorsque le tireur, après avoir fait provision entre les mains du tiré qui n'a pas accepté, tombe en faillite ou en liquidation judiciaire, le syndic peut-il faire rentrer la provision dans l'actif de la faillite, de façon qu'elle profite à la masse des créanciers dans laquelle le porteur produira pour un dividende ? ou bien le porteur peut-il exiger que la provision reste entre les mains du tiré et lui assure son paiement intégral ? C'est en ce dernier sens que notre jurisprudence est fixée depuis très longtemps : elle admet que le porteur est propriétaire de la provision. »

Cette solution, qui naturellement s'applique au chèque plus encore qu'à la lettre de change, a été consacrée par le décret-loi ; mais d'après M. Lacour, parmi les législations étrangères, une seule, la législation belge, reconnaît formellement au porteur un droit exclusif sur la provision (loi du 20 mai 1872, art. 6).

« Les Italiens, continue le Professeur, sont unanimement opposés à l'adoption du système franco-belge qui est en contradiction avec leur concept fondamental de la lettre de change... et presque tous les pays partagent leur point de vue. »

Comment parler d'unification réelle et effective quand sur une question de cette importance les conceptions des divers pays se heurtent si pleinement ?

« Les praticiens français paraissent, écrit encore M. Lacour, très attachés au système de notre jurisprudence (actuellement consacrée par la loi du 8 février 1922 pour la lettre de change et par la loi du 12 août 1926 pour le chèque). Ils considèrent le droit du porteur sur la provision comme une garantie à laquelle on ne pourrait renoncer sans compromettre la circulation de la lettre de change. Peut-être

s'exagèrent-ils la valeur de cette garantie, car c'est seulement à l'époque de l'échéance que la provision doit exister et jusque-là le tireur qui l'a fournie au tiré non accepteur peut encore la reprendre. Il est assez rare qu'une provision se trouve entre les mains du tiré au moment où le tireur tombe en faillite... On peut se demander s'il ne serait pas préférable, pour obtenir l'unification, de sacrifier une règle dont les avantages sont discutables et qui n'est pas en harmonie avec la théorie moderne de la lettre de change. »

Ce sont surtout les Banques qui font pression pour que la France reste fidèle à sa théorie de la provision, car elles escomptent les lettres de change et se trouvent ainsi, en cas de faillite, avoir une situation de préférence.

En matière de chèques, les mêmes raisons n'existent pas, car les Banques ne prennent guère les chèques à l'escompte puisqu'ils sont payables à vue ; elles ne les prennent qu'à l'encaissement. Sans doute, elles les paient quelquefois immédiatement aux porteurs : mais ce sont des clients qui offrent des garanties.

Quoiqu'il en soit, le décret-loi n'a rien abandonné de la doctrine française relative à la provision et de ce fait même l'unification n'a plus été possible que sur des questions secondaires.

Dans le chèque, en effet, tout tourne autour de la provision. Un chèque sans provision, c'est un chiffon de papier. Les droits et devoirs des personnes qui figurent au chèque dépendent de l'idée qu'on se fait de la provision. Nous n'en donnerons qu'un exemple, mais significatif.

Dans la conception française de la provision, la révocation du chèque sera enfermée dans des limites tout à fait étroites. Le problème de la révocation a été parfaitement posé par M. L. Bemberg (*La révocation du chèque en droit*

comparé, Paris 1923) : « Le débiteur qui remet des carnets de chèques sur lui-même se constitue en quelque sorte le caissier de ses créanciers : il leur fournit le moyen de faire usage de leurs crédits au fur et à mesure de leurs besoins et de leurs désirs. Cela étant, il semble bien que le débiteur, dans la limite des crédits disponibles, doive être aux ordres du créancier, puisqu'il en est pour ainsi dire le caissier.

« Mais la question se complique du fait que le tireur de chèques se sert de ces titres comme d'instruments de libération vis-à-vis de ses propres créanciers. Ceux-ci acceptent les chèques aux lieu et place de monnaies légales. Peut-on admettre dès lors que le tireur, se ravisant, puisse briser ou paralyser dans leurs mains le titre qu'il leur a remis ? S'il avait réglé en monnaies métalliques ou en billets de banque, il ne le pourrait pas : le cas échéant, il ne lui resterait que l'action en répétition de l'indû. En peut-il être autrement quand il s'agit du paiement par chèque ? C'est le grave problème de la révocation » (L. Bemberg, loc. cit., page 61).

La loi du 12 août 1926 réglemeute strictement la question.

« Article 13. — Il n'est admis d'opposition au paiement du chèque par le tireur qu'en cas de perte du chèque ou de la faillite du porteur. Si, malgré cette défense, le tireur faisait opposition pour d'autres causes, le juge des référés, même dans le cas où une instance au principal serait engagée, devra, sur la demande du porteur, ordonner la mainlevée de l'opposition. » Ce texte est passé dans le décret-loi (art. 32) : preuve nouvelle que la France reste très attachée à l'idée que la remise d'un chèque implique transfert de la provision.

L'Angleterre, les Etats-Unis et bien d'autres Etats sont

favorables à la révocabilité du chèque, même pendant les délais de présentation, sous la réserve, bien entendu, de la responsabilité du tireur, s'il abuse de son pouvoir.

D'autres pays n'admettent pas, en principe, la révocation pendant les délais de présentation ; ils font exception pour les cas de perte et de vol (Allemagne, Autriche, Italie, etc...).

L'unification du droit en matière de chèque n'est donc pas actuellement réalisée, même pour le Continent, puisque les questions vraiment fondamentales ont dû être abandonnées à la législation particulière de chaque Etat.

On peut encore en donner une autre preuve qui a déjà été indiquée par M. Hjalmar Egnell (*Le chèque et la loi du lieu de paiement*, Paris 1935). La question des conflits de lois a retenu de plus en plus l'attention des Conférences qui se sont tenues en vue de l'unification du droit du change. Dans les résolutions de la Conférence diplomatique de La Haye pour l'unification du droit relatif à la lettre de change, au billet à ordre et au chèque (1912), le problème des conflits de lois est rejeté tout à la fin et ne compte que trois articles, assez généraux.

« Article 32. — La capacité d'une personne pour s'engager par chèque est déterminée par sa loi nationale. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre Etat, c'est cette dernière loi qui sera appliquée. La personne qui serait incapable d'après la loi indiquée par l'alinéa précédent, est néanmoins valablement tenue si elle est obligée sur le territoire d'un Etat d'après lequel elle aurait été capable. Chaque Etat contractant a la faculté de ne pas reconnaître la validité de l'engagement pris en matière de chèque par l'un de ses ressortissants et qui ne serait tenu

pour valable dans les territoires des autres Etats contractants que par application de l'alinéa précédent. »

« Article 33. — La forme d'un engagement pris en matière de chèque est réglée par la loi de l'Etat sur le territoire duquel cet engagement a été souscrit. Un chèque, valable d'après la loi de l'Etat sur le territoire duquel il est payable, demeure valable encore qu'il ne le soit pas d'après les lois de l'Etat où il a été créé. Il en est de même des signatures apposées sur un chèque dans d'autres Etats que celui où il est payable. »

« Article 34. — La forme et les délais du protêt, ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de chèques, sont réglés par les lois de l'Etat sur le territoire duquel a été dressé le protêt ou passé l'acte en question. »

Diverses raisons expliquent qu'en 1912, à La Haye, les délégations se soient si peu préoccupées de la question des conflits de lois. « Elles avaient l'espoir, ou feignaient de l'avoir, dit M. Egnell, qu'on pourrait aboutir à une loi uniforme, ce qui supprimerait les conflits. Mais ces espoirs devaient s'évanouir au contact des réalités. D'abord, les pays anglo-saxons, c'est-à-dire ceux où le chèque s'est substitué au billet, déclaraient vouloir s'en tenir à leurs lois et usages. Quant aux autres pays, ils signaient bien un projet, mais l'entouraient de telles réserves qu'aucun pas sérieux n'était fait dans la voie de l'unification... et encore les Parlements ne le ratifiaient-ils pas. »

Dès lors, la question des conflits de lois reprenait une importance extrême, spécialement à la session de Lausanne de l'Institut de droit international de 1927. M. Niboyet s'y fit remarquer et aida beaucoup à faire avancer la question. A Genève, en 1931, la Convention destinée à régler certains

conflits de lois en matière de chèques compte dix-neuf articles : elle fait tout le tour du problème. Voici l'appréciation que porte sur cette Convention M. Egnell, qui en a fait une étude particulière : « En définitive, le règlement des conflits de lois, tel qu'il résulte de la Convention de 1931, s'inspire, semble-t-il, de deux principes : prendre comme base de solution les règles générales du droit international privé et y adjoindre, sans beaucoup de souci de logique, les dispositions destinées à faciliter le rayonnement du chèque, en le rendant commode et sûr. S'agissant d'un instrument qui doit être avant tout pratique, cette politique peut assurément se défendre, mais il ne semble pas qu'elle s'impose » (Egnell, loc. cit., p. 101).

En résumé, le statut du chèque, tel qu'il est au décret-loi, est assez bien compris comme type de législation ; il paraît viable, comme le dit M. Bouteron, mais du point de vue de l'unification du droit, il ne semble pas qu'il marque une étape véritablement importante. Il reste fidèle à la thèse française de la provision. Or, c'est seulement le sacrifice de cette thèse qui permettrait d'entrer vraiment dans la voie de l'unification ; si bien que l'on est amené à se demander si, malgré tant d'études et d'efforts, l'on n'a pas jusqu'ici fait fausse route.

CONCLUSION

A notre sens, la France eût été mieux inspirée en faisant pour le chèque ordinaire ce qu'elle a fait pour le chèque barré : c'est-à-dire en empruntant, avec quelques légères modifications, le système anglais. Le chèque anglais n'est pas sorti d'une conception de l'esprit ; il s'est créé peu à peu d'après les besoins de la pratique. Des millions d'hommes s'en servent et en sont pleinement satisfaits. Ce résultat est dû à ce que le chèque anglais est utile, mais aussi au libéralisme des banques et à l'éducation économique fort évoluée de la population. Car ce n'est pas tout d'avoir un bon instrument en mains : il faut encore savoir s'en servir et pouvoir le faire. Le chèque ne peut remplir sa fonction économique que dans une ambiance donnée : à savoir que les particuliers aient, en très grand nombre, des comptes en banque. Le chèque a peut-être plus d'inconvénients que d'avantages quand le porteur l'encaisse. Pour qu'il rende tous les services dont il est susceptible, il faut qu'il soit compensé. Or, ce n'est possible que s'il est tiré sur des banques et présenté par des banques.

En Angleterre, tous les paiements importants se règlent par chèques, sans emploi d'espèces, spécialement grâce à l'institution du Clearing House.

En France, les comptes en banque sont moins nombreux et le chèque a un rayon d'action plus limité. Néanmoins, il progresse. C'est surtout vrai du chèque postal qui est le

grand instrument français de virements et de compensations.

Dans son appréciation sur la loi uniforme élaborée à Genève en 1931, M. Jacques Bouteron écrit : « En s'inspirant pour l'élaboration du statut de ce titre (le chèque) de la législation du type continental, et plus spécialement du type austro-germanique, la Conférence s'est efforcée de s'éloigner le moins possible de la législation anglaise.

En provoquant, lors de la discussion de nombreux articles, les explications du délégué de la Grande-Bretagne sur les usages anglais, l'Assemblée a nettement marqué son intention de faciliter, dans l'avenir, l'unification de la législation continentale et de la législation anglo-saxonne » (*Le statut international du chèque*, p. 206).

Il nous semble, au contraire, que la loi uniforme a élargi le fossé qui sépare le chèque qu'elle a créé du chèque anglais. Elle a fait du chèque un titre formaliste, ce qu'il n'est pas du tout en Angleterre ni aux Etats-Unis. Sans doute, le formalisme n'a ici que des inconvénients relatifs, car les formules du chèque sont imprimées d'avance ; mais il répugne à la mentalité anglaise.

Il est fâcheux, croyons-nous, que dès 1865 la France n'ait pas adopté pleinement le chèque anglais : il se fût acclimaté facilement. Peut-être eût-il convenu d'y apporter quelques légères modifications pour le mettre en harmonie avec la mentalité française : par exemple, fixer les délais de présentation, comme l'a fait le décret-loi, et ne pas s'en tenir à la formule trop élastique du droit anglais. Cette solution fut écartée en 1865 pour des raisons fiscales. On voulut élever une barrière entre la lettre de change et le chèque, alors que l'Angleterre voit dans le chèque une variété de la lettre de change.

Il n'est pas à prévoir, comme le croit M. Bouteron, que, dans l'avenir, l'Angleterre retouche sa législation pour la rapprocher de la loi uniforme. Pourquoi le ferait-elle ? Le chèque anglais voit son rayon d'action s'étendre de plus en plus et les usagers ne demandent rien d'autre que le maintien du statu quo.

Vu : *le Doyen,*
ALLIX.

Vu : *le Président*
RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER.

Le Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Recteur, *l'Inspecteur de l'Académie,*
A. GODART.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

Le décret-loi du 30 octobre 1935 est beaucoup plus étendu que la loi du 14 juin 1865 qu'il remplace : 67 articles contre 15. — D'où vient cette différence ? La législation du chèque est désormais autonome : avant, elle procédait, en grande partie, par renvoi à la lettre de change. — Elle distingue de plus en plus le chèque de la lettre de change, alors que l'Angleterre les assimile, du moins dans une très large mesure. — Appréciation de ces deux conceptions. — Le décret-loi est, en outre, beaucoup plus systématique que la législation à laquelle il se substitue et qui était faite de compromis. — Exemples tirés de l'institution du chèque barré. — De la domiciliation des chèques, spécialement de la répression de l'émission des chèques sans provision. — Les caractères apparents du décret-loi sont donc l'étendue et la systématisation. — Il comporte onze chapitres rangés en ordre logique. — Indication du plan de cette étude : origines du décret-loi ; ses innovations essentielles ; sa valeur en tant que législation interne du chèque ; mesure dans laquelle il réalise l'unification du droit en matière de chèque.

CHAPITRE PREMIER

LA GENÈSE DU DÉCRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935	13
--	----

C'est l'aboutissement des tentatives faites depuis cinquante ans en vue de l'unification du droit en matière de chèque. — Les inconvénients de la diversité des législations dans ce domaine ; les moyens d'y remédier : faire une loi uniforme ou construire un bon système de solution des conflits de lois. — On incline vers la solution la plus ambitieuse, c'est-à-dire vers la loi uniforme. — Il y avait un chemin facile pour aboutir : c'était d'adopter le régime anglais qui avait fait ses preuves ; mais on ne le prit pas. — L'Angleterre entendant rester dans le statu quo, on ne songea plus qu'à unifier le droit du Continent. — Principales étapes de cette évolution : Norwick, 1873 ; Bruxelles, 1888 ; La Haye, 1910-1912 ; Genève, 1931. — Vingt-cinq Etats, dont la France, signent un projet de loi uniforme sur le chèque. — Le 4 mai 1933, le Gouvernement français dépose au Sénat un projet de loi tendant à la ratification. — Le Sénat laisse sommeiller le projet. — Mais intervient la loi du 8 juin 1935 qui délègue au Ministère Laval une partie des pouvoirs du Parlement et la ratification se fait par le décret-loi du 30 octobre 1935.

CHAPITRE II

LES INNOVATIONS DU DÉCRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935	20
--	----

§ 1 ^{er} . — <i>Création et formes du chèque</i>	21
---	----

Le décret-loi ne comporte pas de définition du chèque : les raisons. — Il en donne une description. — Première innovation du décret-loi par rapport à la loi de 1865 : ce titre contient désormais le mot « chèque ». — Comment on

est arrivé à cette insertion ; les objections ; examen critique. — Que vaut le formalisme en matière de chèque ? Système anglais. — Deuxième innovation : la restriction de la capacité passive. — Importance économique de cette disposition ; étude approfondie. — Etapes de la législation française : loi du 30 décembre 1911 sur le chèque barré ; loi du 22 mars 1924 ; loi du 28 août 1924 ; décret-loi. — La question du tirage exclusif sur banquiers en droit comparé. — Troisième innovation : le chèque ne peut être tiré qu'en vertu d'une convention expresse ou tacite ; intérêt de cette disposition ; est-il aussi grand qu'on l'a prétendu ? L'acceptation des chèques avant et après le décret-loi ; les conséquences sont différentes du point de vue civil et peut-être du point de vue fiscal. — Les critiques que l'on peut adresser au décret-loi en matière d'acceptation et de visa des chèques. — Réglementation assez stricte du tirage sur soi-même dans le décret-loi. — La domiciliation du chèque avant et après le décret-loi ; elle perd de son intérêt par suite de la restriction de la capacité passive. — Bref commentaire des articles 10 et 11 du décret-loi ; intérêt pratique. — En résumé, dans le chapitre 1^{er} du décret-loi relatif à la création et à la forme du chèque, l'on relève deux innovations essentielles : l'une de forme, insertion obligatoire du mot « chèque », l'autre de fond, tirage exclusif sur banquiers. — Pour surplus : précisions et améliorations de détail.

§ 2. — *De la transmission du chèque* 38

Ce chapitre comprend 12 articles. — Tous nouveaux en ce sens qu'ils ne figuraient pas dans la législation du chèque, mais tous, ou presque, traditionnels, car ils figuraient dans la législation de la lettre de change, laquelle, par extension, s'appliquait au chèque. — Ces articles se

rattachent à la conception allemande du chèque : à savoir que c'est un titre formel, mais avec certaines réserves.

§ 3. — *De l'aval* 47

Mêmes observations que pour le chapitre précédent.
— Aperçu des discussions relatives au principe même de l'aval : La Haye, 1912.

§ 4. — *De la présentation et du paiement* 49

Ce chapitre contient des innovations assez importantes.
— En principe, depuis le décret-loi, comme d'ailleurs avant, le chèque est payable à vue. Mais que décider s'il est présenté à paiement avant sa soi-disant date d'émission ? Que décider s'il est post-daté ? Pour les très gros chèques, certaines banques exigent que le tireur les prévienne d'avance.
— Cette pratique est-elle licite et quelle est sa portée ?
— Etude de l'article 29 qui institue des délais nouveaux de présentation. — Comparaison avec la législation antérieure et avec les solutions admises en Angleterre et aux Etats-Unis. — Etude de l'article 31 d'après lequel la présentation à une chambre de compensation équivaut à la présentation au paiement. — Intérêts économiques en jeu. — La question de la révocation du chèque : les solutions dans les principaux pays ; examen critique. — Effets sur le chèque de la mort ou de l'incapacité du tireur survenant après l'émission ; systèmes divers. — Etude détaillée de l'article 34 ; l'acquit par le porteur n'est plus obligatoire ; le porteur doit recevoir un paiement partiel ; mais le tiré doit-il le lui offrir ? Le tiré n'a plus à bloquer la provision existante puisque le porteur doit la toucher : discussion. — La question de la monnaie de paiement ; examen détaillé. — Confirmation de la jurisprudence française dans l'ensemble. —

Les solutions admises par le décret-loi en cas de perte du chèque. — Difficultés de cette question : la pratique des banques. — De la libération de la caution et du tiré : vont-elles de pair ? — En résumé, les innovations les plus importantes de ce chapitre sont les suivantes : fixation nouvelle des délais de présentation ; plus d'acquit obligatoire ; paiement partiel forcé ; libération de la caution par prescription de six mois. — Observation d'ensemble : le chapitre manque d'harmonie : il tente de concilier les inconciliables, théorie allemande du chèque formel et théorie française de la provision.

§ 5. — *Du chèque barré* 64

Ce chapitre contient peu de dispositions nouvelles : il se borne à boucher les fissures que la pratique avait révélées dans la législation du chèque barré. — Il est à noter que le chèque « à porter en compte » des pays allemands est traité en France comme un chèque barré.

§ 6. — *Des recours faute de paiement* 69

Ce chapitre compte neuf articles, mais une seule innovation vraiment importante qui figure à l'article 42 relatif aux recours faute de paiement. — Ces recours sont désormais un peu moins compliqués qu'auparavant, mais surtout moins onéreux. — En pratique, les recours sont moins complexes qu'il n'apparaît à cause de la brièveté de la vie du chèque et de la limitation qui s'ensuit des endossements. — La clause « retour sans frais » est-elle compatible avec la conception française du chèque ? — De l'influence du cas de force majeure sur la question des recours.

§ 7. — *De la pluralité d'exemplaires* 77

Le décret-loi règle minutieusement la question de la

pluralité des exemplaires ; il n'innove pas sérieusement. — On peut se demander si les inconvénients de l'institution ne dépassent pas ses avantages en matière de chèque. — Comme sur bien des points, les règles sont ici calquées sur celles de la lettre de change.

§ 8. — *Des altérations* 79

Le décret-loi est ici tout à fait incomplet, du fait qu'il suit le projet de loi uniforme. — Il n'aborde pas le problème de savoir qui supportera le risque en cas d'altération. — Exposé succinct des principales législations sur ce point. — Le système qui aurait nos préférences.

§ 9. — *De la prescription* 82

Ici, innovation très importante : la prescription est considérablement abrégée, six mois. — Comparaison avec l'état de droit antérieur. — Mais à quelles actions s'applique la prescription de six mois ? Et dans quels cas la prescription de trente ans ?

§ 10. — *Des protêts* 84

Rien de vraiment nouveau dans ce chapitre. — Enregistrement en debet : évolution de la question.

§ 11. — *Dispositions générales et pénales* 86

Sorte de pot-pourri où se trouvent un peu pêle-mêle des dispositions d'ordre divers. — Ce que la France entend par le mot « banquiers » en matière de chèque. — Particularités sur les délais de présentation. — sur les délais de grâce, — sur le fait que la remise d'un chèque accepté par le créancier n'emporte pas novation. — principalement sur les pénalités soit fiscales, soit correctionnelles. — Evolution de cette question dans le droit français : état actuel.

En somme, dans le décret-loi, il y a une innovation voyante : insertion obligatoire du mot « chèque », et trois innovations fondamentales : tirage exclusif sur banquiers, réglementation simplifiée des recours, abrègement de la prescription.

CHAPITRE III

APPRÉCIATION DU DROIT NOUVEAU DU CHÈQUE CONSIDÉRÉ

EN SOI ET DU POINT DE VUE DE L'UNIFICATION DES

LÉGISLATIONS DIVERSES 99

Exposé des motifs du projet de loi tendant à la ratification des conventions signées à Genève le 19 mars 1931 : trop d'habileté et d'optimisme.

§ 1^{er}. — *De la valeur intrinsèque du nouveau statut*

du chèque 100

Il est supérieur à l'ancien ; mais il comporte encore bien des insuffisances. — La certification américaine eût mérité de recevoir droit de cité chez nous. — Les formes du protêt sont trop rigides. — La question des conséquences des altérations reste sans solution ; les pénalités, soit fiscales, soit correctionnelles, ne paraissent pas au point. — Mais le défaut essentiel du décret-loi, c'est qu'il amalgame des conceptions antinomiques : la conception allemande du chèque, titre formel et la conception française de la provision.

§ 2. — *Le décret-loi et l'unification du droit en matière*

de chèque 104

L'unification n'est réalisée que sur des questions secondaires : elle ne l'est pas sur les questions essentielles. — Sa pierre d'achoppement, c'est la question de la provision. — Examen détaillé de cette question et des consé-

quences : le problème de la révocation ; — le problème des conflits de lois.

CONCLUSION 113

La France eût peut-être été mieux inspirée en se ralliant purement et simplement au système anglais du chèque qui fonctionne à la satisfaction générale dans les pays les plus évolués économiquement.

BIBLIOGRAPHIE

- Loi du 14 juin 1865 concernant les chèques.*
- Loi Uniforme concernant le chèque* (C. 294, M. 137, 1931).
- Projet de loi tendant à la ratification des conventions signées à Genève, le 19 mars 1931, en vue de l'unification du droit en matière de chèques* (N° 298, Sénat, 4 mai 1933).
- Décret unifiant le droit en matière de chèques* (J. O., 31 octobre 1935).
- Loi du 8 avril 1936* (J. O., 10 avril 1936).
- La Haye 1912 : *Actes* 2 vol., *Documents* 2 vol. (Imprimerie Nationale).
- C. 294, M. 137, 1931. II B. Genève, 30 mai 1931. — Société des Nations : *Comptes rendus.*
- La Conférence internationale pour l'unification du droit en matière de lettres de change, billets à ordre et chèques*, tenue à Genève du 23 février au 19 mars 1931 (Deuxième session. Chèques).
- BARCLAY et DAINVILLE. — Les effets de commerce dans le droit anglais (Paris 1884).
- BELGUISE. — Les innovations de la loi du 12 août 1926 (Paris 1928).
- BEMBERG. — La révocation du chèque en droit comparé (Paris 1924).
- BLANCHET. — La personnalité du tiré en matière de chèque (Paris 1924).

- BONNEVILLE DE MARSANGY. — La sécurité du chèque et les sanctions pénales (Paris 1925).
- BONNET. — La domiciliation pour paiement en matière de chèques (Poitiers 1924).
- BOUTERON. — Le chèque. Théorie et pratique (Paris 1924).
Le droit nouveau du chèque (Paris 1928).
Le statut international du chèque (Paris 1934).
- BUISSON. — Le chèque et sa fonction économique (Paris 1923).
- BRANNAN and CHAFFEE. — Negotiable instruments law annotated (5^e édit. 1932 Cincinnati).
- CHALMERS. — A digest of the law on bills of exchange, promissory notes, cheques and negotiable securities (London 1932).
- CHAUVEAU et MESSERSCHMITT. — Législation nouvelle des effets de commerce (Paris 1936).
- DESCHAMPS. — Le nouveau statut de la lettre de change, du billet à ordre et du chèque (Paris 1936).
- EGNELL. — Le chèque et la loi du lieu de paiement (Paris 1935).
- ESCARRA. — Principes de droit commercial (t. VI. Sirey 1936).
- FOULD. — Le paiement des chèques perdus, volés, faux ou altérés en droit comparé (Paris 1924).
- J. HAMEL. — Le nouveau régime du chèque en France (1936).
Banques et opérations de banque (Paris 1933).
- LENOIR. — De la responsabilité du tiré en matière de chèques (Paris 1921).
- DE MONTJOU. — Le chèque et la déflation monétaire (Paris 1923).
- RIPERT. — Cours de droit commercial professé à la Faculté de Paris.

ROY. — Le chèque de virement en France et à l'Etranger
(Paris 1925).

VALERY. — Des chèques en droit français, y compris le
décret-loi du 30 octobre 1935. Traité théorique et
pratique (Paris 1936).

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES

(Atelier et Direction)

96, Galerie Beaujolais - Palais Royal — PARIS (1^{er})

ANNEXE I

Lois sur le chèque antérieures au décret.

ANNEXE II

Projet de loi uniforme, Genève 1931.

ANNEXE III

Décret du 30 octobre 1935.
